



Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »

Le Temps de l'histoire

15 | 2013

Enfances déplacées. (II) en temps de guerre

Les enfants « perdus »

Migrations forcées, entre familles et nations dans l'Europe d'après-guerre

Lost Children: Displacement, Family, and Nation in Postwar Europe

Tara Zahra



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhei/3458>

DOI : 10.4000/rhei.3458

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 octobre 2013

Pagination : 23-74

ISBN : 978-2-7535-2896-3

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Tara Zahra, « Les enfants « perdus » », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 15 | 2013, mis en ligne le 30 octobre 2015, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/3458> ; DOI : 10.4000/rhei.3458

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© PUR

Les enfants « perdus »

Migrations forcées, entre familles et nations dans l'Europe d'après-guerre

Lost Children: Displacement, Family, and Nation in Postwar Europe

Tara Zahra

NOTE DE L'ÉDITEUR

La rédaction tenait à remercier Tara Zahra et University Chicago Press pour avoir autorisé la publication de ce texte, publié en mars 2009 dans sa version originale sous le titre « *Lost Children: Displacement, Family and Nation in Postwar Europe* », dans la revue *Journal of Modern History*, University of Chicago Press, numéro 81. L'article est traduit de l'anglais grâce à la supervision de Mathias Gardet et David Niget, avec la coopération d'Élisabeth Callu et de Renée Zauberman.

Je souhaiterais remercier Pamela Ballinger, Daniella Doron, Laura Lee Downs, Heide Fehrenbach, Sheila Fitzpatrick, Alison Frank, Atina Grossman, Andrew Janco, Rachel Jean-Baptiste, Pieter Jackson, Mark Mazower, Emily Osborn, Larry Wolff et les membres des ateliers d'études sur la Russie et l'Europe de l'Est d'Harvard et de Chicago pour leurs précieux commentaires sur les versions antérieures de cet essai.

- 1 À la fin de la seconde guerre mondiale, des centaines de milliers d'enfants ont disparu. Sous l'invite « Qui connaît nos parents et nos origines ? », leurs visages ornent les affiches de la Croix-Rouge. Que ce soit à cause des bombardements, du service militaire, de la déportation, du travail forcé, du nettoyage ethnique ou des meurtres, un nombre sans précédent d'enfants se retrouve séparés de leurs parents pendant la guerre. La Croix-Rouge allemande reçoit plus de 300 000 requêtes pour retrouver la trace d'enfants ou de parents disparus entre 1945 et 1958 alors que le Service international de recherche (ITS, *International Tracing Service*) piste 343.057 enfants perdus entre 1945 et 1956¹.
- 2 Le problème de la réunification des familles après la seconde guerre mondiale s'avère être bien plus qu'un puzzle logistique dantesque. S'ils ne représentent qu'une faible partie des

millions de personnes déplacées (DPs) dans l'Europe d'après-guerre, les enfants dits perdus occupent une place toute particulière dans l'imaginaire de l'époque. Ils se trouvent au centre de conflits politiques aigus entre les autorités militaires, les familles d'accueil allemandes, les *social workers*², les agences juives, les officiels communistes d'Europe de l'Est et les personnes déplacées elles-mêmes, chacun se pensant le plus à même de déterminer leur avenir. Ces conflits sont liés, à tour de rôle, aux idéaux émergents des Droits de l'homme, aux conceptions de la famille, de la démocratie, de la protection de l'enfance et de façon plus large au processus de reconstruction de la civilisation européenne. Vinita A. Lewis, une représentante de l'Organisation internationale pour les réfugiés (OIR) en Allemagne, déclare : « L'identité perdue de ces enfants est aujourd'hui le problème social numéro un en Europe³. »

- 3 Après la seconde guerre mondiale, l'Europe apparaît comme une civilisation en ruines. Les Américains, les Britanniques et les travailleurs humanitaires émigrés qui arrivent sur le continent, souvent par les ports français avant de voyager vers l'Est, sont effarés par le spectacle des destructions matérielles et humaines⁴. Le triste état physique et mental des enfants en Europe, nourrit les peurs cauchemardesques de voir sombrer familles et sociétés européennes en plein désarroi. En 1946, la franc-maçonne Alice Bailey alerte l'opinion publique américaine au sujet de « ces enfants sauvages en particulier d'Europe et de Chine qu'on appelle 'enfants loups'. Ils ne connaissent aucune autorité parentale ; ils se déplacent en meute comme les loups ; ils n'ont aucun sens moral, ne sont pas civilisés et ne connaissent aucune restriction sexuelle ; ils n'obéissent à aucune loi si ce n'est celle de leur propre survie⁵ ». De telles images sont souvent employées afin d'encourager la générosité de donateurs, mais elles reflètent également la vision largement répandue, selon laquelle la seconde guerre mondiale aurait aussi complètement détruit les familles, au même titre que les voies de chemin de fer, les usines, les ponts et les routes d'Europe. De la même manière que les concepts de famille et de nation se redéfinissent dans l'Europe du xx^e siècle à travers les expériences et les perceptions des déplacements massifs, les visions de la famille stable, de la démocratie et de la nation se sont construites en opposition à l'instabilité, à l'immoralité et aux pathologies des réfugiés et des personnes déplacées en Europe...
- 4 Les chiffres eux-mêmes confirment ce sombre tableau : l'Unesco (l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture), fondée en 1945, estime que 8 millions d'enfants en Allemagne, 6,5 millions d'enfants en Union soviétique et 1,3 million d'enfants en France sont toujours sans foyer en 1946. À l'été 1945, en France, le taux de mortalité infantile a doublé par rapport à ce qu'il était avant la guerre et presque quadruplé à Vienne. En 1947, en Tchécoslovaquie, 35 % des enfants de moins de dix-huit ans sont atteints de tuberculose. On estime à 13 millions le nombre d'enfants qui, en Europe, ont perdu un ou deux parents pendant la guerre. Thérèse Brosse, dans un rapport pour l'Unesco, affirme que 60 millions d'européens souffrent encore de malnutrition en 1950⁶.
- 5 Les nouvelles organisations humanitaires internationales jouent un rôle majeur dans la campagne pour sauver les enfants et les jeunes en Europe. Le militantisme des *social workers* de l'Administration des Nations unies pour le secours et la reconstruction (*United Nations' Relief and Rehabilitation Agency*, UNRRA, 1945-47), et de son successeur l'OIR (1947-51), dans les camps de personnes déplacées, offre un aperçu des idéaux et des conflits qui ont nourri à la fois la mission de réadaptation des enfants déplacés et une campagne plus large pour la reconstruction de l'Europe après la seconde guerre

mondiale. En septembre 1945, l'UNRRA et d'autres agences ont été chargées de loger, nourrir, habiller et rapatrier plus de 6 millions de personnes déplacées en Europe, dont au moins 20 000 enfants non-accompagnés⁷. Cela ne représente qu'une faible part du nombre total d'Européens déplacés, ce chiffre n'incluant pas les sept millions de ressortissants des Alliés des zones soviétiques d'Allemagne et d'Autriche, ni les douze à treize millions d'Allemands ayant fui ou ayant été chassés d'Europe de l'Est⁸.

- 6 Le projet de réadaptation des enfants déplacés ne vise pas simplement à fournir un abri et à les protéger de la faim et des maladies, même si ce sont des tâches importantes. S'écartant de leurs premiers efforts, les militants humanitaires de l'après-guerre se considèrent comme des spécialistes de la réadaptation et de la reconstruction psychologiques des individus. « Il est temps de faire plus que de donner à manger. Les filles qui viennent ici font à peine 30 kilos et ont besoin de reprendre du poids mais elles doivent aussi croire en quelque chose qui leur en donne envie », fait remarquer le psychologue et émigré autrichien Ernst Papanek en 1946⁹. En juin 1945, l'UNRRA déclare : « L'administration des Nations unies s'occupe non seulement de la fourniture de secours – en subvenant aux besoins matériels – mais aussi de réadaptation en atténuant les souffrances et les perturbations d'ordre psychologique. Les hommes ne vivent pas que de pain¹⁰. »
- 7 Parmi les *social workers* qui se portent volontaires pour travailler à l'UNRRA et à l'OIR nombreuses sont les femmes britanniques ou américaines. Sur les 12.889 membres du personnel de l'UNRRA en décembre 1946, 37 % sont américains, 34 % sont britanniques et 44 % sont des femmes¹¹. Dans le laboratoire que constituent les camps de personnes déplacées et les *homes* pour enfants en Europe, ces humanitaires élaborent de nouvelles idées sur le développement de l'enfant et la nature humaine en basant leurs observations sur les enfants déplacés par la guerre et les persécutions raciales. À travers ce travail, ils cherchent, et trouvent, la confirmation d'un certain nombre de principes psychanalytiques universels¹². Plus précisément, se développe au cours de la seconde guerre mondiale le nouveau concept de traumatisme, centré sur la séparation des membres d'une même famille autant que sur les violences physiques subies¹³. L'histoire de l'activisme humanitaire pour les enfants réfugiés après la seconde guerre mondiale contribue ainsi à un effort grandissant « d'historiciser » le concept de traumatisme, ainsi que l'idéal de « l'intérêt supérieur de l'enfant » si souvent évoqué comme une vérité humaine universelle¹⁴.
- 8 À première vue, les efforts des Nations unies pour réadapter les enfants réfugiés semblent refléter une histoire connue, celle de l'américanisation de l'Europe pendant l'après-guerre. Les *social workers* britanniques et américains employés par l'UNRRA et l'OIR cherchent à appliquer et à diffuser les visions individualiste, psychanalytique et familialiste qui dominent la protection de l'enfance en Angleterre et aux États-Unis à cette époque. Des travaux récents sur la démocratisation et les Droits de l'homme dans l'Europe de l'après-guerre dépeignent la seconde guerre mondiale comme un tournant dans l'avancée des valeurs libérales et individualistes en Europe de l'Ouest. Les historiens ont émis l'hypothèse que, en réponse à la menace nazie, la démocratie libérale, le libre marché, le consumérisme et les Droits de l'homme ont triomphé des valeurs plus collectivistes et des idéologies totalitaires des mouvements nationalistes et fascistes de l'entre-deux-guerres¹⁵.
- 9 Pourtant, dans le même temps, les historiens spécialistes des réfugiés et des migrations forcées mettent en avant le fait que les personnes déplacées, et plus particulièrement les

Juifs et les Européens de l'Est, s'organisent elles-mêmes après la seconde guerre mondiale selon des revendications nationalistes¹⁶. Comme le fait remarquer Hanna Arendt dans *Les origines du totalitarisme* : « Pas un seul groupe de réfugiés ou de personnes déplacées n'a manqué de nourrir une opiniâtre et violente conscience de groupe et de revendiquer ses droits en tant que – et exclusivement en tant que – Polonais, Juifs, Allemands, etc. ¹⁷. » En particulier, les historiens qui ont étudié les déplacements ont montré combien l'expérience de la guerre et de la vie dans les camps développe souvent le nationalisme et la loyauté sioniste parmi les personnes déplacées. Le statut même de personne déplacée (DP) est, après tout, dépendant de la nationalité. Les citoyens de nations anciennement ennemies (comme le *Volksdeutsche*¹⁸) sont exclus du statut de personnes déplacées, et toute personne assimilée à un citoyen soviétique peut faire l'objet d'un rapatriement forcé. L'UNRRA et l'OIR organisent également des camps de personnes déplacées à proximité des frontières afin de faciliter le rapatriement et d'éviter les conflits. Ce faisant, ils contribuent au renforcement de l'identité nationale des personnes déplacées à travers leurs propres pratiques de classification et de ségrégation par pays¹⁹.

- 10 Comment pouvons-nous donner un sens à l'enchevêtrement désordonné de rhétorique individualiste, familiale et nationaliste présent dans l'engagement humanitaire de l'après-guerre ? Cet article suggère que nombre des *social workers* de l'UNRRA et de l'OIR en viennent eux-mêmes peu à peu à mettre en avant l'importance des revendications collectivistes et nationalistes sur les enfants à travers leur travail avec les enfants déplacés. Par ailleurs, ces revendications sont enracinées dans les traditions sionistes, nationalistes et socialistes datant de la fin du XIX^e siècle en Europe centrale et orientale²⁰. Les nouveaux idéaux sur les Droits de l'homme et la démocratie en Europe, que l'on retrouve notamment dans des organisations internationales naissantes, ne sont pas imposés simplement par les autorités d'occupation Alliées et les organisations humanitaires ; elles se basent sur des traditions nationalistes locales et des pratiques pédagogiques connues de longue date en Europe centrale et orientale.
- 11 Les *social workers* employés par l'UNRRA et l'OIR se voient comme des agents de la démocratisation et des Droits de l'homme. Ces termes ont toutefois, juste après guerre, un sens très différent de celui qu'ils ont aujourd'hui. Si les militants humanitaires de l'après seconde guerre mondiale vantent les mérites des valeurs individualistes et universelles, ils voient dans deux collectivités, la famille et la nation, les sources essentielles de l'identité et de la capacité d'agir individuelles. Les travailleurs de l'ONU cherchent donc à réadapter la jeunesse d'Europe à travers une identité politique particulière, qui implique à la fois la réunification des familles biologiques, la renationalisation et le rapatriement d'enfants déracinés et considérés comme dénationalisés par la machine de guerre nazie. Toutefois, dans le cas particulier des enfants juifs, les revendications de nation (sionisme) et de familles (parents survivants) entrent souvent en compétition, voire en conflit, et provoquent des débats virulents au sein et entre les différentes organisations humanitaires, les agences juives et les personnes déplacées. L'UNRRA et les agences juives sont en compétition pour déterminer qui a autorité sur les enfants juifs survivants, alors que les agences juives, comme l'*American Joint Distribution Committee* et l'Agence juive pour la Palestine, s'affrontent précisément sur « comment et où » on peut servir l'intérêt supérieur des enfants juifs survivants : en les plaçant dans les familles de parents rescapés, dans des familles d'accueil ou par l'éducation collective (et nationaliste) en Palestine²¹ ?

- 12 L'histoire de l'activisme autour des familles réfugiées révèle ainsi les fondements collectifs de l'humanitarisme d'après-guerre et l'émergence de l'idéal démocratique et des Droits de l'homme en Europe, et plus particulièrement ceux qui sont appliqués aux enfants. En se concentrant sur la réadaptation psychologique individuelle, les *social workers* de l'ONU cherchent à faire respecter « l'intérêt supérieur » individuel et les « Droits de l'homme » des personnes qu'ils prennent en charge. Mais il n'y a pas « d'individus » abstraits dans l'individualisme d'après-guerre. Dans les faits, l'action humanitaire vise les réfugiés comme enfants ou adultes, garçons ou filles, Juifs, Allemands, Tchèques ou Polonais. Ils définissent « l'intérêt supérieur » individuel des jeunes réfugiés en des termes explicitement nationalistes, genrés et familialistes.

Le « plan Marshall psychologique »

- 13 Afin de prendre soin des enfants déplacés, les militants humanitaires doivent avant tout définir ce qu'est un « enfant ». Et la tâche n'est pas simple dans le contexte de l'après-guerre. La guerre a détruit ce qui était perçu comme les frontières entre enfance et âge adulte. Les réfugiés adultes, par exemple, sont infantilisés en permanence dans la rhétorique des humanitaires. Un manuel destiné aux travailleurs de l'UNRRA, datant de juin 1945, encourage explicitement ces derniers à considérer les adultes réfugiés et les personnes déplacées dont ils ont la charge comme des « enfants blessés » ayant « besoin d'une telle dose d'affection que toute neutralité à leur égard est interprétée comme de l'hostilité. Les demandes de ces personnes sont insatiables comme celles d'un bébé trop gourmand²² ». En même temps, les enfants ressemblent ou se prétendent être des adultes. Techniquement, l'OIR considère toute personne n'ayant pas encore dix-sept ans comme un enfant. Cependant, beaucoup d'enfants et de jeunes ont appris à mentir systématiquement sur leur âge dans le seul but de survivre durant la guerre. Ils continuent de le faire lors de leurs rencontres avec les officiers militaires et les agences humanitaires de l'après-guerre, passant la frontière entre l'enfance et l'âge adulte suivant les besoins du moment. En 1946, Ernst Papanek s'irrite de constater qu'il ne peut
- « jamais vraiment connaître l'âge réel d'une personne [...] Ils “ajustent” leur âge en fonction des besoins – quand ils croient que les enfants auront la priorité pour partir en Palestine et qu'ils veulent y aller, même des hommes barbus affirment avoir quatorze ou quinze ans. Une jeune femme ayant l'air d'avoir vingt-cinq ans affirme en avoir seize. Quand un volontaire a l'air d'en douter, elle lui répond : “Après tout ce que j'ai souffert dans les camps de concentration, vous vous étonnez que j'ai l'air plus vieille ?”²³ »
- 14 Dans d'autres circonstances, les jeunes réfugiés se vieillissent. Les gouvernements d'Europe de l'Est (Pologne, Yougoslavie et Tchécoslovaquie) tiennent résolument au rapatriement forcé de tout enfant non-accompagné et non-juif de moins de dix-sept ans. Mais de nombreux adolescents refusent d'être rapatriés vers l'Est dans l'espoir de s'installer à l'étranger ou pour des raisons politiques, religieuses ou personnelles. Ces enfants ou bien mentent sur leur âge ou bien se voient contraints d'attendre dans les camps jusqu'à l'âge de dix-sept ans. De nombreux *social workers* de l'OIR ferment les yeux sur ces pratiques, affirmant que les adolescents doivent avoir leur mot à dire quant à leur propre futur²⁴.
- 15 Pendant ce temps, un écart surprenant apparaît entre l'image des personnes déplacées et des enfants réfugiés relayée par la presse et les réalités démographiques de l'immédiat

après-guerre. Beaucoup « d'enfants » déplacés, et plus particulièrement les enfants juifs, sont en fait des adolescents, les Nazis ayant avec efficacité exterminé ceux qui n'étaient pas en âge de travailler. Mais les images de réfugiés très jeunes continuent à circuler dans la presse et les brochures servant à lever des fonds, incitant ainsi des couples, en Amérique ou ailleurs, à être candidats pour leur adoption. Ils sont souvent déçus en découvrant que les petites filles blondes de trois ans sont en rupture de stock. M^{me} J. L. Young de Gavelston au Texas écrit par exemple à l'OIR en 1949 pour demander « deux petites filles âgées de quatre à dix ans. En ce qui concerne la nationalité, je préférerais qu'elles soient françaises, irlandaises ou écossaises. Je souhaiterais aussi qu'elles soient protestantes²⁵ ». Un *social worker* américain qui cherche des foyers d'accueil aux États-Unis pour des enfants européens juifs remarque avec cynisme : « Quand les gens apprennent que les enfants sont 1) non adoptables 2) majoritairement des garçons 3) plutôt âgés et 4) de simples enfants et non des génies, il y a une forte déception et parfois retrait de la proposition d'offrir un foyer²⁶. »

- 16 La guerre elle-même semble aussi accélérer le passage de l'enfance à l'âge adulte, surtout parmi les jeunes juifs²⁷. Des années de malnutrition ont volé centimètres et kilos aux enfants juifs survivants et ils paraissent souvent plus jeunes que leur âge. La plupart d'entre eux ont manqué des années d'école. Mais, pour les *social workers*, les jeunes juifs qui ont survécu semblent terriblement plus mûrs et indépendants. Une pédiatre française conclut :

« La maturité précoce, favorisée déjà par le terrain ethnique, est particulièrement développée par la vie aventureuse qu'ils ont menée. Les lourdes responsabilités, chacun tenant dans ses mains le sort de plusieurs autres, les charges de famille tombant sur leurs épaules, ne les incitent pas à s'asseoir sur les bancs de l'école ou à jouer à des jeux innocents, une fois la libération venue²⁸. »

- 17 En effet, les *social workers* évoquent fréquemment l'incapacité des enfants réfugiés à jouer comme symptôme des profonds dégâts psychologiques qu'ils ont subis sous la persécution nazie.
- 18 Les *social workers* sont tous d'accord pour dire que ces enfants « qui ne ressemblent pas à des enfants » demandent une intense rééducation pour se remettre de leur expérience de la guerre. Ils font, de surcroît, le lien entre cette réadaptation morale et psychologique et la reconstruction, au sens plus large, de la stabilité et de la démocratie européenne. En 1950, Thérèse Brosse, rédigeant pour l'ONU une publication intitulée *L'Enfance victime de la guerre*, parle d'une occasion précieuse d'élever une nouvelle génération imprégnée de valeurs internationalistes et universalistes :

« Mais il faut faire vite pour profiter des possibilités spéciales qu'offre l'après-guerre, car si cette soif internationale de la jeunesse, consécutive à l'effondrement de tant de forteresses mentales de l'adulte, n'est pas assouvie sur les bases saines d'une universalité sans restriction, elle risque de nouveau de s'étancher à la seule source limitée de groupement, restrictifs et, une fois de plus, de compromettre l'équilibre du monde²⁹. »

- 19 Une autre organisation internationale, créée par Vera Stuart Alexander, recueille des fonds pour bâtir un sanctuaire pour enfants apatrides situé aux Antilles. Ce projet utopique vise à contrer le nationalisme en accordant la nationalité des Nations unies aux enfants réfugiés. La brochure pour cette collecte de fonds proclame :

« Dans ce pays, un groupe d'hommes et de femmes sont déterminés à mener une expérience de citoyenneté mondiale afin d'éviter la guerre ; ils croient que les enfants, sans allégeance à une quelconque nation, auront la possibilité de voir chaque pays objectivement et sans préjugé. [...] Les enfants ont été les victimes d'un

nationalisme étriqué et nous souhaitons que les Nations unies leur accordent un passeport signé et approuvé par les 55 nations de façon à ce qu'ils puissent travailler, voyager librement et s'installer n'importe où dans le monde. Après avoir perdu ce qui leur revenait de droit à la naissance, les enfants hériteraient au moins de la Terre³⁰. »

- 20 L'individualisme est un élément encore plus central de la rhétorique d'après-guerre sur la reconstruction et la démocratisation de l'Europe. Mark Mazower observe que dans l'Europe Occidentale de l'après-guerre « la lutte contre Hitler a révélé l'importance des Droits de l'homme et du citoyen. En d'autres termes, dans les sphères juridique et politique, la tendance était de réaffirmer la primauté de l'individu sur l'État³¹ ». Mais cela n'a pas simplement impliqué une restriction des droits de l'État à enfreindre les libertés individuelles. Dans le domaine de l'éducation, cela a conduit à une campagne plus large visant à façonner des individus capables de se dresser face à l'État. L'appel d'Alice Bailey est exemplaire à cet égard. Elle déclare :

« Laissez-nous envisager ce qui peut être fait dès que la guerre sera finie pour réadapter les enfants du monde. [...] N'oublions pas l'éducation répugnante prodiguée par les nations fascistes. [...] répugnante parce qu'elle néglige les droits de l'individu et exalte l'État à la place de la liberté de pensée³². »

- 21 Renforcer la démocratie européenne, aux yeux de nombreux militants humanitaires de l'après-guerre, ne consiste pas simplement à créer des institutions démocratiques et une économie stable. Cela requiert aussi une transformation de la psychologie de l'individu. Il n'est pas étonnant alors que les militants voient les enfants comme le point de départ naturel de cette rééducation. L'*Unitarian Service Committee* (USC), une organisation des Droits de l'homme créée en 1940 et affiliée à l'*American Unitarian Association*, lance un programme de santé mentale dans l'Allemagne d'après-guerre visant explicitement à cultiver l'individualisme chez les enfants allemands. Helen Fogg, qui dirige le programme, explique :

« Les enfants et les jeunes, futurs adultes d'Allemagne [...] ont grandi, pour la plupart [...] aux prises avec des attitudes et des schémas, un climat psychologique et humain, qui constituaient des facteurs aussi puissants que les facteurs économiques et politiques lors de la montée d'un leader totalitaire. Ce climat actuel décourage la foi en l'individu qui est la première étape du *self-government*³³. »

- 22 Le désir de renforcer l'individu dans l'Europe de l'après-guerre provoque des discussions plus larges sur où et comment l'individu se constitue précisément. Alors que certains réformateurs insistent sur le libre marché et que d'autres penchent pour des réformes constitutionnelles et juridiques, les psychologues, les *social workers* et les militants de la protection de l'enfance se tournent surtout vers la famille en tant que point central de l'identité individuelle. Cet accent mis sur la famille constitue un changement de priorité par rapport aux méthodes pédagogiques qui ont cours en Europe dans l'entre-deux-guerres. Dans le sillage de la première guerre mondiale, dans des environnements aussi divers que la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, l'Italie et l'Union soviétique, les peurs liées à la délinquance juvénile, à la crise sociale et à l'éclatement familial ont inspiré des expériences pédagogiques utopiques, la plupart d'entre elles prenant place dans un cadre collectif. Si les réformateurs de l'entre-deux-guerres ne cherchent pas à remplacer la famille par une éducation collective, de manière générale, ils recommandent que des institutions suppléent et soutiennent la famille³⁴. Des priorités nationalistes et collectivistes dominant aussi la politique sociale de l'Europe de l'entre-deux-guerres : politiciens et experts des politiques sociales, sur tout le continent, cherchent à augmenter la quantité et la « qualité » raciale des enfants à travers bio-

politiques et eugénisme, ainsi qu'à mobiliser la jeunesse dans de nouveaux mouvements politiques de masse³⁵. Cependant, après la seconde guerre mondiale, de nombreux militants humanitaires et politiques associent les pratiques d'une éducation collective et politisée au totalitarisme et se font les champions de l'éducation au sein de la famille au nom de la démocratisation et des Droits de l'homme. De plusieurs façons, ils regroupent sous la même bannière l'individu, la famille et la démocratie.

- 23 Tout d'abord, en Europe, durant et après la seconde guerre mondiale, les antifascistes décrivent l'enfer du nazisme comme une agression envers l'individu et la famille. Après la guerre, les anticommunistes perpétuent cette tradition, établissant un lien entre nazisme et communisme, en les accusant de détruire la sphère privée³⁶. En 1938, Erika Mann, la fille de Thomas Mann, publie un exposé sur les méthodes éducatives de l'Allemagne nazie intitulé *School for Barbarians (L'École pour les barbares : l'éducation sous les Nazis)*.

« La destruction de la famille, écrit-elle, n'est pas un produit dérivé de la dictature nazie mais une partie du travail que le régime a dû faire pour atteindre son but – la conquête du monde. Si le monde doit tomber entre les mains des Nazis, le peuple allemand devra tout d'abord leur appartenir. Et pour que cela devienne une réalité, ils ne doivent appartenir à personne d'autre – ni à Dieu, ni à leur famille, ni à eux-mêmes³⁷. »

- 24 Si les Nazis ont corrompu l'unité familiale, reconstruire la vie de famille traditionnelle après la seconde guerre mondiale relève à la fois de la dénazification et de la démocratisation³⁸. Dans les représentations de la mémoire collective, les antifascistes associent le nazisme et la destruction de l'unité familiale, à travers l'image populaire de l'enfant dénonciateur. Les rumeurs sur les enfants informateurs des Nazis témoignent avec force de la destruction de la sphère privée qui leur était attribuée, de la nature totalitaire de leur pédagogie et de l'ironie du renversement du pouvoir dans les sociétés occupées. Le psychologue français Alfred Brauner prétend en 1946 que les enfants allemands endoctrinés ont « dénoncé, quand on leur a demandé, leur père resté loyal à son ancien parti politique et leur mère qui préfère croire un prêtre plutôt que le Führer. Ce sont les jeunes qui exécutent les ordres aveuglément et qui ont été préparés à cette soumission volontaire dès leur plus tendre enfance³⁹ ».

- 25 La famille et l'individu sont aussi étroitement liés dans les théories émergentes du développement de l'enfant. La psychanalyse en particulier situe la formation du moi individuel dans les relations émotionnelles entre les parents et les enfants. Pour les *social workers* de l'UNRRA et de l'OIR ayant des connaissances en psychanalyse vers la fin des années 1940, la famille semble être la seule institution capable d'élever des enfants qui deviendraient des individus sains. Enfin, les pédagogues militants de l'après-guerre sont aussi guidés par une ancienne tradition libérale qui place la famille, contrairement à l'État, comme le fondement de la société civile, un domaine privé dans lequel les citoyens mâles et rationnels devraient être libres d'exercer leur autorité sur les « irrationnels » dont ils ont la charge (femmes et enfants), libérés de toutes entraves de la part de l'État. Restaurer la souveraineté masculine sur la soi-disant « sphère privée » est implicitement lié à la reconstruction de la société civile et de la démocratie en Europe⁴⁰. Les travailleurs humanitaires d'Europe de l'Ouest considèrent ainsi le renforcement de la famille comme un moyen de cultiver l'individualisme et comme un antidote aux menaces fasciste et communiste dans l'Europe de l'après-guerre. Ils présentent la famille comme un sanctuaire apolitique symbolisant un « retour à la normalité » dans l'après-guerre⁴¹.

- 26 Cette course à la normalisation par la vie de famille n'est pas seulement imposée d'en haut par les politiciens, les chercheurs en sciences sociales et les militants humanitaires. Nombre de personnes déplacées voient le mariage, la famille et l'éducation des enfants comme autant de moyens de reconstruire une vie sociale et émotionnelle après la guerre. Jean Hershaw, dans ses rapports sur les enfants déplacés au sein du Centre international pour enfants de Prien, observe : « Dans beaucoup de cas, l'insécurité des jeunes et l'irrésistible besoin d'une famille et d'une certaine sécurité relationnelle trouvent leurs expressions dans les salutaires relations d'un mariage précoce⁴². » Charlotte Helman, une assistante sociale française, se rappelle « l'explosion de vie » parmi les juifs libérés de Bergen-Belsen pendant l'été 1945, où « beaucoup de jeunes filles âgées de quatorze, seize ans étaient enceintes, posant un problème à l'intérieur du camp⁴³ ». Atina Grossmann avance que ce baby-boom juif représente une forme d'action personnelle et d'affirmation de la vie après l'Holocauste. Mettre au monde des enfants sur le sol allemand, dans les hôpitaux allemands, affirme-t-elle, peut même constituer une forme de revanche⁴⁴.
- 27 Pour témoigner des valeurs familialistes et individualistes, les *social workers* de l'ONU promettent de garantir « l'intérêt supérieur de l'enfant » comme principe premier de la protection de l'enfance dans l'Allemagne occupée. Ils présentent même ce principe comme un refus des valeurs nazies. Se concentrer sur les intérêts de chaque enfant implique un rejet d'autres critères possibles pour prendre des décisions de protection sociale, comme l'intérêt supérieur de la Nation ou la création d'une race supérieure. D'autres organisations humanitaires américaines associent aussi le principe de « l'intérêt supérieur » au refus du racisme nazi. L'USC, par exemple, décrit son « approche par la santé mentale » du travail social comme un antidote au racisme nazi et à l'eugénisme. Gunnar Dybwad s'explique dans une brochure de l'USC datant de 1951 :
- « En lisant les rapports sociaux allemands ou en parlant aux enfants des travailleurs, on ne peut qu'invariablement rencontrer le terme *Anlage*, un trait ou une qualité hérités. Paresse, mensonge, vol et comportement sexuel déplacé sont tous facilement explicables et causés par l'*Anlage* de l'enfant. À cet accent mis sur l'importance des facteurs biologiques correspond un manque d'intérêt pour les valeurs émotionnelles et les relations familiales interpersonnelles. Pour un travailleur social allemand, un crime commis par un oncle semble avoir une signification plus importante que la qualité des liens affectifs qui unissent l'enfant à ses parents⁴⁵. »
- 28 Les organisations comme l'USC lient les méthodes psychanalytiques aux idéaux universaliste et individualiste ainsi qu'à la reconstruction de la démocratie en Europe. En 1949, Clemens Benda, un émigré allemand, psychiatre d'Harvard travaillant pour l'USC, ne demande rien moins qu'un « Plan Marshall psychologique » en Allemagne⁴⁶. Helen Fogg, qui dirige la division de l'USC s'occupant des programmes pour les enfants et les jeunes, écrit dans un mémo daté de 1951 que dans l'Allemagne de l'après-guerre,
- « les procédures et attitudes autoritaires [...] dominent encore trop la vie de famille, l'éducation à tous les niveaux, les institutions pour les enfants et les adolescents, les groupes de travail de jeunes, les agences de travail social et la société dans son ensemble malgré la sincérité de nombreux Allemands qui affirment que la "démocratie" est quelque chose qu'ils souhaitent⁴⁷ ».
- 29 La psychothérapie « moderne », basée sur des principes psychanalytiques, promet d'éradiquer les cicatrices psychologiques des enfants ainsi que le racisme latent et les attitudes antidémocratiques de la société allemande. Entre 1949 et 1953, l'USC promeut ces méthodes en organisant une série d'ateliers d'été pour les professionnels allemands de la protection sociale, dans un château situé juste à l'extérieur de Berlin.

- 30 Psychanalyse et unitarisme semblent former un tandem bizarre. Mais les unitariens, comme les travailleurs de l'UNRRA, insistent de façon explicite sur l'idée universaliste forgée au cœur des principes psychanalytiques, qui tend à transcender les divisions entre les classes sociales, les frontières, les langues et les cultures. Fogg raconte que les Allemands participant aux groupes de travail de l'USC accueillaient leurs confrères américains avec scepticisme. Comment des Américains riches pouvaient-ils comprendre les défis auxquels étaient confrontés des communautés et familles d'une Allemagne économiquement et socialement dévastée ? Assez vite cependant,
- « doute et rejet disparurent des discussions [...] sur les besoins humains de base et sur le développement psychologique de la personnalité. Il devient alors évident que les problèmes soulevés n'étaient pas exclusivement allemands ou américains. Ils ne se limitèrent pas à une nation ou à une autre, mais sont plutôt d'ordre fondamental et touchent le monde entier⁴⁸ ».
- 31 Les travailleurs de l'UNRRA font écho à ces thèmes universalistes :
- « Les groupes nationaux diffèrent selon l'accent mis sur les différents efforts ou échecs, explique un rapport de l'UNRRA de 1945 sur les conséquences psychologiques du déplacement. Néanmoins, les caractéristiques principales de la personnalité humaine – conscience et culpabilité, amour et haine, rivalité et amitié, amour-propre et sentiment d'infériorité – se trouvent être des constantes surprenantes. Ces caractéristiques sont longuement débattues dans le groupe de travail expérimental sur la famille⁴⁹. »
- 32 Toutefois, même au sein d'un cadre de travail de psychanalyse universaliste, la signification de « l'intérêt supérieur » des enfants est loin d'être transparente. Parmi les *social workers* de l'UNRRA et de l'OIR, cet intérêt se définit en termes de réunification avec la famille biologique et de rapatriement des enfants déplacés vers leur pays d'origine ; la réunification des familles prenant le pas sur le rapatriement en cas de conflit entre les deux principes. Le principe de la réunification familiale est alors appuyé et popularisé par les recherches largement répandues d'Anna Freud (la fille de Sigmund) et de Dorothy T. Burlingham sur les enfants évacués de Londres durant la guerre. Freud et Burlingham concluent que si les enfants évacués sont plus à l'abri de la menace des bombes, des infections, de la malnutrition et de l'abandon que ceux qui sont restés dans la capitale, « toutes les améliorations dans la vie de l'enfant risquent d'être réduites à néant quand il s'agit, pour les obtenir, de quitter sa famille⁵⁰ ». Ces principes, qui forment la base de la psychologie de l'ego, trouvent des applications pratiques quasi immédiates dans les camps de personnes déplacées de l'UNRRA après la seconde guerre mondiale. Thérèse Brosse s'inspire de Freud et Burlingham et affirme en 1946 que le soi-disant traumatisme de la guerre pour les enfants n'est pas dû à la violence et à la faim. Les enfants sont traumatisés essentiellement par la séparation d'avec leur mère.
- « Chez l'enfant victime de guerre on découvre que ce ne sont pas les faits de guerre eux-mêmes – tels que les bombardements, les opérations militaires – qui l'ont affecté émotionnellement ; son sens de l'aventure, son intérêt pour la destruction et le mouvement peuvent s'accommoder des pires dangers. »
- 33 Ce qui affecte l'enfant, soutient-elle, « c'est la répercussion des événements sur ses liens affectifs familiaux [...] et par dessus tout l'arrachement brusque à sa mère⁵¹ ». Il est important de garder à l'esprit que les *social workers* de l'UNRRA et de l'OIR ne sont pas des psychanalystes professionnels. C'est plutôt à travers de vagues considérations sur l'importance des expériences précoces de l'enfance et de l'attachement maternel dans le développement de l'adulte que les idées psychanalytiques donnent forme au travail avec les enfants déplacés. Cela signifie qu'en général, la politique de l'UNRRA et de l'OIR

privilégie les familles d'accueil (le placement familial) par rapport au placement collectif pour les enfants orphelins ou abandonnés. Pour citer Dorothy Macardle, « les psychopédagogues sont en général d'accord avec la conclusion rabâchée par le Dr Anna Freud : pour les jeunes enfants, même un foyer médiocre est préférable à la meilleure des garderies collectives⁵² ».

Défis collectivistes

- 34 Les idéaux familiaux du travail social d'orientation psychanalytique ne font pas l'unanimité dans l'Europe de l'après-guerre. Ils se trouvent souvent confrontés à l'orientation plus collectiviste des politiciens et pédagogues d'Europe continentale. Les solutions familiales posent aussi le problème spécifique des enfants juifs qui n'ont souvent plus de famille dans laquelle retourner⁵³. Ces conflits s'expriment vigoureusement dans les travaux et les écrits d'Ernst Papanek, socialiste autrichien et psychologue adlérien, directeur de centres pour enfants juifs réfugiés gérés par l'*Œuvre de Secours aux Enfants* (OSE) en France pendant la seconde guerre mondiale. Après la guerre, il dirige aussi les actions de l'USC pour les enfants déplacés en Europe. Alors qu'Anna Freud décrit la séparation des enfants de leur mère comme la cause universelle des dysfonctionnements psychologiques, Papanek affirme que dans le cas particulier des enfants juifs, la collectivité des maisons pour enfants offre une sécurité et un confort nouveaux :

« Les enfants décrits par Anna Freud n'ont jamais [...] vécu des situations dangereuses durant lesquelles ils ne pouvaient compter sur leurs parents ou trouver de l'aide et un abri auprès d'eux. Les enfants réfugiés de la persécution nazie présentent un tout autre visage [...] Les enfants réfugiés dans nos maisons, en France [...] ont laissé derrière eux des familles qui, face au danger, n'étaient pas capables de leur offrir protection ou sécurité. Il paraît évident que la séparation de ces enfants d'avec leurs parents dans une situation si tragique ne peut pas les laisser avec un sentiment d'avoir perdu sécurité, protection ou abri. Ces enfants ont plutôt l'impression d'être dorénavant dans un environnement moins terrifiant, plus à même de gérer leurs problèmes – et ainsi, plus protecteur⁵⁴. »

- 35 Papanek n'est mu par aucun but politique, sioniste ou nationaliste. Au contraire, il est convaincu que parce que les enfants juifs ont été persécutés en tant que membres d'un groupe, ils ont besoin d'une communauté thérapeutique de pairs ayant vécu des traumatismes similaires afin de se remettre de leurs expériences. Par conséquent, il remet en question les fondements universalistes des théories psychanalytiques en insistant sur les besoins spécifiques des réfugiés juifs. « Le traitement de groupe est toujours indiqué quand une névrose de masse a été créée par un traumatisme vécu en commun », soutient-il⁵⁵. « Placer l'enfant dans un foyer décent, chaleureux, familial ne suffira pas. Plus que tout autre enfant, il doit de nouveau acquérir le sentiment d'être accepté, de faire partie d'un groupe⁵⁶. »
- 36 En approfondissant, on constate que ce point de vue reflète la formation de Papanek en tant que psychologue adlérien et l'influence des traditions collectivistes et socialistes du mouvement éducatif réformateur de l'Autriche de l'entre-deux-guerres. Papanek appartient à la seconde génération du mouvement réformateur pédagogique austromarxiste qui débute par le mouvement *Freie Schule* de Karl Seitz au début du siècle à Vienne. Seitz et ses adeptes luttent contre les influences cléricales et du christianisme social dans le système éducatif public autrichien. Le mouvement se poursuit sous la

Première République, animé par le pédagogue réformateur socialiste Otto Glöckel. Les idéaux individualistes et collectivistes sont interdépendants dans les visions pédagogiques et psychologiques de ces réformateurs. Ils voient l'école et les autres formes collectives d'éducation comme un moyen permettant d'instruire des individus émancipés et rationnels à la forte personnalité qui seraient capables de s'engager dans la lutte des classes et de faire face aux ennemis traditionnels des Sociaux-Démocrates autrichiens, comme l'Église catholique et les Sociaux-Chrétiens⁵⁷.

- 37 La « psychologie individuelle » d'Alfred Adler est très influente chez ces réformateurs, en particulier dans le mouvement de la réforme scolaire et les nouvelles cliniques municipales d'aide à l'enfance dans l'Autriche de l'entre-deux-guerres. Adler, psychologue autrichien, rejette le fondement biologique des théories du moi de Freud, avec leur insistance sur les instincts naturels et les pulsions. Au lieu de cela, il insiste sur le rôle de l'environnement et de la communauté dans le développement de la personnalité humaine. En opposition avec la vision freudienne de la société en tant qu'institution « dont nous craignons l'autorité et au nom de laquelle nous avons mené tant de répressions, explique Papanek, [l'école adlérienne soutient que] seule la communauté peut transformer un être biologique en être. [...] L'être humain que l'on devient n'est pas biologiquement prédéterminé⁵⁸ ».
- 38 Papanek fuit aux États-Unis en 1940. Là, il découvre que son orientation communautaire se heurte aux approches psychanalytiques qui ont la faveur des *social workers* américains. Ses projets de fonder des *homes* d'enfants aux États-Unis sont rejetés catégoriquement au profit du placement d'enfants réfugiés dans des familles d'accueil⁵⁹. Sur 870 enfants non-accompagnés, officiellement parrainés par le gouvernement américain par le biais de la Commission pour la protection des enfants européens en 1941, 801 sont placés dans des familles d'accueil et seulement 69 font l'objet d'une prise en charge collective. Il se souvient d'une conférence à la *School of Social Work* de New-York, en 1942, où il est violemment pris à partie :
- « Je ne savais pas que le terme institution avait une connotation si fâcheuse dans ce pays – sûrement parce qu'il rappelle le mot institutionnalisation qui n'a pas d'équivalent en Europe. 'Ce n'est pas notre façon de faire dans ce pays !' m'ont-ils répliqué en hurlant. Aux États-Unis, les enfants ne sont envoyés dans des institutions que s'ils sont punis ou à cause d'une incapacité flagrante à faire face à la vie et au monde extérieur. [...] Le foyer familial est la seule institution sacrée aux États-Unis. J'aurais dû comprendre cela⁶⁰. »
- 39 Pendant ce temps, en 1943, Papanek mène des recherches élargies sur les enfants réfugiés d'Europe et tente d'enquêter sur leurs attitudes en regard de leur nouvelle expérience de séparation et d'éducation collective. Il n'est guère surprenant que de nombreux enfants, surtout des enfants juifs, expriment de la douleur, leur mal du pays et des angoisses au sujet de la sécurité de leur famille et de la séparation d'avec les parents. Toutefois, un nombre étonnant d'enfants voient positivement leurs expériences d'émigration et d'éducation collective, qu'ils décrivent comme une aventure. En réponse à la question « Comment vous êtes-vous sentis en quittant votre pays natal ? », un jeune garçon autrichien de seize ans écrit : « J'étais curieux de savoir à quoi ressemblait le reste du monde. J'étais plutôt content de devoir partir parce que sans l'invasion d'Hitler, je n'aurais jamais pu voir le monde. » Une fille de quinze ans répond : « Mon premier aperçu de la liberté m'a enivrée. » Beaucoup d'enfants réfugiés chantent les louanges de la solidarité qu'ils ont connue dans les maisons pour enfants. « Ce que j'aime, c'est qu'il n'y a pas de différence. [...] Tout le monde se lève à la même heure le matin ; tout le monde

mange la même chose ; qu'on soit pauvre ou riche, ça ne change rien. Et j'adore être avec d'autres enfants », explique une fille autrichienne âgée de onze ans. Un Allemand de dix-huit ans insiste en toute simplicité : « Chaque enfant devrait être placé dans une institution pendant quelques temps⁶¹ ! »

40 Aux États-Unis, entre-temps, les *social workers* qui s'occupent d'enfants réfugiés rapportent des résistances obstinées à leurs méthodes « individualistes ». En 1948, Deborah Portnoy, une représentante de l'EJCA (*European Jewish Children's Aid*) travaillant sur le terrain, et qui s'occupe de placer des enfants juifs réfugiés dans des familles d'accueil, se plaint : « L'assistant social essaie d'individualiser mais les adolescents européens réagissent comme un groupe. Ils conservent leur psychologie de “meute”⁶². » Ses observations reflètent les stéréotypes antisémites de l'époque sur le « clanisme » juif. L'EJCA essaie aussi de lutter contre la mentalité de « meute » des enfants juifs réfugiés et encourage l'assimilation en les plaçant à l'extérieur de New-York (loin des autres réfugiés juifs), une politique très impopulaire chez les enfants qui recherchent au contraire la compagnie d'autres réfugiés⁶³. Mais, à force d'essais et d'erreurs, l'EJCA en arrive elle-même à la conclusion que les enfants juifs placés chez des membres de leur famille vivant aux États-Unis s'adaptent plus difficilement que ceux placés dans des centres ou des familles d'accueil. « Ces expériences nous ont appris que le simple fait d'être de la même famille ne suffit pas à assurer un placement heureux », constate un *social worker* américain en 1943. En 1948, l'EJCA note qu'entre un tiers et la moitié des placements chez des membres de la famille sont des échecs⁶⁴.

41 Papanek n'est pas le seul à critiquer les solutions familialistes. Les personnes déplacées d'Europe de l'Est elles-mêmes et les agences juives expriment aussi leurs doutes quant à la valeur réparatrice de la famille pour les jeunes réfugiés. Même si elles sont souvent motivées par des visées nationalistes ou politiques, elles parlent aussi le nouveau langage de la réadaptation psychologique et de l'intérêt supérieur de l'individu. À Munich, en 1945, les dirigeants yougoslaves demandent que mille enfants yougoslaves déplacés dans la zone américaine d'Allemagne soient séparés de leurs propres parents vivant dans des camps de personnes déplacées pour être placés dans des camps réservés aux seuls enfants.

« Ces enfants sont contraints de vivre dans des grandes pièces communes, pas seulement avec leurs parents, mais aussi avec des étrangers, dans la promiscuité avec des couples qui vivent en concubinage, où l'alcool et le jeu de cartes règnent en maîtres, ainsi que la dépravation, le marché noir et les éternelles querelles. [...] Le seul moyen de protéger nos jeunes contre un tel avenir est de créer un camp qui leur soit réservé, où ils seraient éduqués physiquement, moralement et intellectuellement », insistent-ils⁶⁵. »

42 En réponse à la plainte des Yougoslaves, Eileen Davidson, un officier responsable de la protection de l'enfance de l'UNRRA, en appelle à la responsabilité des parents :

« Les parents yougoslaves vivant dans ces centres devraient eux-mêmes prendre la responsabilité de mettre en place une atmosphère plus saine pour leurs enfants. [...] Un esprit d'entraide doit exister au sein de la communauté⁶⁶. »

43 Les nationalistes d'Europe de l'Est ont peut-être préféré l'éducation collective à l'éducation individuelle pour des raisons politiques mais le manque de responsabilité parentale qu'on attribuait aux personnes déplacées est une inquiétude sérieuse pour les travailleurs humanitaires de l'ONU. C'est pourquoi, alors qu'ils célèbrent la famille idéale comme la clé de la réadaptation de l'après-guerre, les *social workers* de l'ONU s'inquiètent de la capacité réelle des parents déplacés, surtout de celle des mères, à prendre soin de

leurs enfants dans les conditions de l'après-guerre. Beaucoup de représentants de l'UNRRA et de l'OIR qui s'occupent d'enfants font part, en privé, de leur crainte que les nouvelles institutions internationales pour la protection de l'enfance ne facilitent l'abandon et la négligence plutôt que la réunification et la stabilité familiales. Par exemple, les assistants sociaux rapportent que de nombreux enfants polonais sont abandonnés par leur propre mère après la guerre dans les camps de personnes déplacées ou auprès des institutions ou de familles allemandes. « Dans cette vie de détresse qu'elles [les femmes déplacées] ont menée ces dernières années, l'instinct maternel a grandement souffert », déplore, en juin 1948, Yvonne de Jong, une représentante du service de soins pour enfants de l'OIR⁶⁷. Les responsables de la protection de l'enfance dénoncent ce qu'ils perçoivent comme un taux alarmant de naissances illégitimes, de négligences et d'abandons dans les camps. « Des cas isolés font état d'enfants tués à la naissance ; il y a des exemples de négligence flagrante par privation de nourriture et l'on compte un nombre considérable de cas d'enfants abandonnés ou de mères ayant montré qu'elles ne souhaitent en aucun cas assumer la responsabilité de leur enfant », signale un travailleur de l'UNRRA en 1946⁶⁸.

- 44 Les *social workers* de l'ONU ne se tournent cependant pas vers l'éducation collective pour soutenir ou remplacer des familles de réfugiés fragilisées. Au lieu de cela, leurs inquiétudes sur les capacités maternelles des femmes déplacées inspirent des programmes de réadaptation genrés qui se concentrent sur le développement des aptitudes ménagères chez les filles et parmi les femmes réfugiées, dans le dessein de renforcer la famille. Ces programmes se fondent sur la conviction très répandue que les expériences des femmes en temps de guerre dans les camps, les ghettos et les baraquements n'étaient pas seulement déshumanisantes – mais aussi profondément déféminisantes⁶⁹. Pour certains observateurs, les expériences des femmes représentent des formes spécifiques de victimation et de traumatisme liées au genre. D'autres, cependant, présentent la prétendue déféminisation en temps de guerre dans les camps et les baraquements comme une source menaçante de désordre social. Toutefois, dans un cas comme dans l'autre, le « traitement » recommandé est le même : cultiver les différences de genre au nom de la psychologie individuelle et de la réadaptation sociale.
- 45 La réadaptation des femmes déplacées se concentre souvent sur le corps. Les femmes déplacées et les *social workers* qui les observent citent souvent les conditions d'hygiène lamentables et l'absence d'intimité dans les ghettos, les camps et les baraquements pendant la guerre comme particulièrement dégradantes pour les femmes et les filles. Les autorités inquiètes suggèrent que parce que les femmes étaient obligées d'abandonner leur intimité et leur propreté corporelle pendant la guerre, elles « se laissaient aller » sur une pente glissante qui se terminait presque inmanquablement par l'abandon de toute vertu morale et sexuelle. « Il y a des femmes sales dans les baraques. [...] Elles dorment vêtues de leur robe, ne se lavent jamais et c'est parce qu'il n'y a pas de serviette, pas de savon et pas d'eau chaude dans les camps ; elles font salle de bain commune avec les hommes russes et le moral est au plus bas », signale un ouvrier français travaillant en Allemagne en 1947 à un représentant du gouvernement français. Les chambres partagées et l'absence de supervision parentale encouragent la destruction de la famille, s'inquiètent les autorités françaises qui citent le témoignage d'un autre jeune ouvrier de Berlin ayant écrit : « La famille ne sert plus à rien. Les hommes ont des maîtresses pour satisfaire leurs désirs et les enfants grandissent dans des garderies⁷⁰. » Après la guerre, une *social worker* installée à Berlin prétend qu'un exceptionnel déclin de l'instinct

maternel a frappé les Françaises employées en Allemagne. « L'instinct maternel est complètement mort chez certaines d'entre elles, se lamente-t-elle. La vente d'enfants aux Allemands est une pratique courante et selon nos dernières informations, un enfant vaut au moins 700 Marks⁷¹. »

- 46 Dès 1944, les militants internationaux spéculent sur le fait que le rapatriement de ces femmes demanderait une réadaptation morale et psychologique pour qu'elles se remettent de l'expérience du déplacement. Au sein de l'UNRRA, un comité spécifique est créé pour étudier les besoins spécifiques des femmes et des filles rapatriées. Ce groupe associe la refématisation des femmes de retour des camps et des travailleuses enrôlées de force à la lutte plus large pour la démocratisation, en insistant : « C'est important pour plusieurs raisons et cela donnera l'occasion de démontrer le contraste avec la philosophie nazie qui n'a pas tenu la femme en très haute estime. » Les programmes de rééducation genrés visent à atteindre le corps et l'esprit et cherchent explicitement à cultiver les capacités ménagères des femmes. « Pour l'organisation de la maison, pour la préparation et le service de la nourriture et pour toutes les activités professionnelles, il doit être possible de trouver plusieurs débouchés pour les intérêts que les femmes portent à la maison qui auront un effet de réadaptation important », suggère le rapport. On traite le traumatisme de guerre des femmes par de généreuses portions de beurre et de graisse, la distribution de coupons de tissu et de nécessaires de couture, l'usage de savon et de nécessaires de maquillage ainsi que par l'attribution de chambres à coucher et de toilettes individuelles :

« Les quartiers pour femmes des centres de regroupement doivent fournir autant d'espaces privatifs que le permettent les locaux, afin de stimuler la propreté individuelle et un intérêt soigné pour l'apparence physique. [...] Une simple salle de travail avec des accessoires pour coudre, raccommoder et repasser ainsi que le minimum vital pour se coiffer serait grandement appréciée des femmes et des filles et serait une vraie valeur ajoutée pour celles qui sont déprimées ou inquiètes pour l'avenir⁷². »

- 47 L'UNRRA met en place un programme de réadaptation similaire dans les camps pour enfants de l'OIR à la fin de la guerre, en réponse aux constats alarmants sur les faibles aptitudes domestiques des jeunes filles réfugiées. En 1948, Vinita Lewis, une responsable de la protection de l'enfance de l'OIR, prévient que les filles du camp pour enfants d'Aglasterhausen en Allemagne sont trop égoïstes. Elles manquent de cet instinct naturel de sacrifice propre aux femmes sans parler des connaissances domestiques de base nécessaires pour leur future vie d'épouse et de mère de famille :

« Elles n'ont pas l'occasion d'apprendre à faire attention à quelqu'un d'autre qu'elles-mêmes. Elles compensent en développant des amitiés avec d'autres filles de leur âge. Ce serait une très bonne chose si cela pouvait être redirigé et se développer entre deux personnes de sexe opposé, parce que cela formerait une très bonne base relationnelle pour un mariage réussi. [...] Peu de filles ont eu la chance de recevoir une éducation ménagère. [...] Les filles ne savent pas frotter un sol ni laver des kilos et des kilos de linge. [...] Quand les filles sortiront d'Aglasterhausen, elles se retrouveront avec des personnes qui attendent d'elles de pouvoir accomplir ce que savent faire les autres filles et jeunes femmes. On ne les excusera pas parce qu'elles ont vécu dans des camps de personnes déplacées ou dans des centres d'accueil pour enfants pendant les années de guerre⁷³. »

- 48 Une fois de plus, les travailleurs humanitaires associent le rétablissement de la famille, et plus particulièrement des rôles domestiques traditionnels, à la réadaptation psychologique des individus déplacés. Mais leurs angoisses au sujet des capacités des

jeunes filles déplacées à s'occuper des autres reflètent une panique morale omniprésente sur les effets de la guerre et des migrations forcées sur les enfants et les jeunes et, implicitement, sur la civilisation européenne dans son ensemble. La nature « primitive » des enfants déplacés est une source d'inquiétude répandue chez les pédagogues, les psychologues et les journalistes de l'après-guerre. Ernst Papanek réfléchit, peu après la fin de la guerre : « les mœurs et la moralité, les relations entre les sexes, les droits et les devoirs des individus dans une société normale devront être acquis en commençant par le début par les enfants et les jeunes qui ont grandi dans une vie anormale de terreur et de peur. Les pulsions que la société des Hommes a sublimées pendant des millénaires ont ressurgi dans leur forme bestiale chez ces jeunes⁷⁴ ». Les travailleurs de l'UNRRA sont d'accord et suggèrent que même les adultes réfugiés « régressent » à un état primitif, enfantin, face aux tensions nerveuses dues au déplacement :

« Les formes acquises de civilisation s'effacent facilement et la perte des convenances culturelles est un des premiers symptômes que l'on peut observer chez les personnes déplacées. Ils n'ont plus aucun contrôle sur eux-mêmes ; les freins ont lâché. [...] Les moyens pour se maintenir propre leur sont refusés ; les personnes n'ont plus aucun intérêt pour l'hygiène. Elles se lavent moins, ne font plus attention à leurs vêtements personnels et elles sont plus dépenaillées que ne le voudraient les circonstances. Traditions et formes sont négligées, le sentiment de honte disparaît. Enfin, leur attitude devient plus brutale et plus enfantine⁷⁵. »

- 49 À travers l'Europe de l'après-guerre, les pédagogues militants s'inquiètent du fait que les enfants (et les adultes) aient été profondément corrompus par l'univers moral chaotique des champs de bataille, de l'effort de guerre, du marché noir et des camps de concentration. Beaucoup expriment un profond pessimisme quant à la possibilité d'un rétablissement psychologique (par opposition au redressement physique) pour les enfants et les jeunes Européens et, par extension, un profond pessimisme sur l'avenir de leurs communautés religieuse et nationale respectives⁷⁶. Partout on signale que les enfants et adolescents juifs, en particulier, sont méfiants et soupçonneux envers toute forme d'autorité. Pendant une visite à Buchenwald, en 1945, la spécialiste de la protection de l'enfance de l'UNRRA, Gwen Chesters, observe : « Ils n'ont que peu de souvenirs d'une autorité sage ou juste. Et même s'ils ont obéi à une autorité, ils l'ont fait remplis de ressentiment⁷⁷. » Les jeunes Juifs de retour de Buchenwald semblent être en bonne condition physique après que leurs libérateurs américains les aient copieusement nourris. Mais ils sont mentalement très marqués comme le rapporte Robert Job, de l'OSE française :

« Il n'y avait pas de limite à leur gloutonnerie et, étant donné qu'il leur a fallu un certain temps avant qu'ils ne réussissent à se débarrasser des habitudes du camp, ils empochaient les restes de nourriture dans de telles quantités qu'ils n'auraient jamais pu les avaler. Cette nourriture était découverte plus tard parmi leurs affaires, sous les matelas, entre les couvertures et témoignait de leur déséquilibre et de leur désarroi. [...] Leur impatience prend toutes les formes imaginables ; ils sont exigeants sur tout ; ils estiment avoir suffisamment souffert et assez travaillé. Ces jeunes ont atteint une maturité précoce dans les camps de concentration ; mais n'oublions pas que leur éducation, leur formation [...] est restée au point mort⁷⁸. »

- 50 Jean Hershaw, de l'UNRRA, répercute ces observations en des termes plus critiques. « Une attitude au travail déplorable, triche, manque de respect pour la propriété d'autrui, avidité, contrefaçon occasionnelle et mensonge, agressivité et timidité extrêmes ainsi qu'un comportement sexuel anormal marquent leur conduite », tel est son diagnostic après sa visite aux enfants juifs du Centre international pour enfants de Prien en 1947⁷⁹.

51 Reciviliser ces enfants (et les adultes se comportant comme tels), aux yeux des travailleurs de l'UNRRA, passe par le rétablissement du respect et de l'acceptation de l'autorité, anéantie par la guerre. Un guide datant de 1945 à l'intention des travailleurs de l'UNRRA suggère qu'ils vont devoir assumer un rôle parental avec leurs protégés :

« Dans leur relation à l'autorité, de telles personnes [les réfugiés] ont tendance, du moins en partie, à adopter des attitudes de dépendance de l'enfance. La réhabilitation du processus par lequel ils peuvent regagner leur indépendance d'adultes doit du coup être basée dans une large mesure, comme c'est le cas des enfants, sur l'existence du respect et de l'affection à l'égard de l'autorité qui dirige leur vie. Là où l'autorité est acceptée, le processus nécessaire de sevrage, l'imposition de tâches et de responsabilités sont acceptés ; l'indépendance et le self-control peuvent alors être reconquis sans difficulté. Là où il n'y a pas de respect pour l'autorité [...] il y a au mieux une acceptation éphémère et forcée de la discipline mais pas de développement du *self-control* essentiel pour un retour à la société civilisée⁸⁰. »

52 Quand les réfugiés échouent dans la reconquête « du *self-control* essentiel au retour à la société civilisée », beaucoup de *social workers* américains et britanniques rendent finalement les enfants responsables de leur situation. Ils utilisent ainsi de tels cas pour affirmer, à nouveau, la validité des principes universels de la psychanalyse. Sous cet angle, tous les réfugiés et les survivants ont souffert. Mais certains ne réussissent pas à reconquérir un équilibre psychologique après la guerre. Les premières expériences de l'enfance sont supposées expliquer ces cas d'échec de la réadaptation. Par exemple, en 1948, Marcel Kovarsky, directeur exécutif de l'Association pour la protection des enfants juifs de Saint-Louis, raconte ses expériences frustrantes avec Anna, une jeune tchèque juive de dix-sept ans, survivante d'un camp de concentration. Il entre dans les détails :

« Tout le monde aime Anna et essaie de l'aider. Malgré cela, sa réadaptation, comparée à celle d'autres enfants qui ont vécu des privations similaires, est particulièrement difficile. Elle apprend l'anglais lentement et se plaint que les professeurs ne s'intéressent pas à elle. [...] Elle critique sa chambre et la nourriture servie dans son foyer d'accueil et elle est particulièrement exigeante en ce qui concerne les vêtements. »

53 L'incapacité d'Anna à s'adapter à la vie à Saint-Louis, commente Kovarsky, n'est pas le produit de ses expériences traumatisantes dans les camps de concentration mais est plutôt due à une petite enfance trop choyée :

« Anna était une enfant gâtée par ses parents, qui, selon ses propres dires, cédaient à ses moindres caprices. [...] Elle a toujours eu un penchant particulier pour la nourriture et après sa libération, mange tellement qu'elle a atteint le poids de 72 kilos. Nous étions enclins à accepter ceci comme une réaction normale après le camp de concentration jusqu'à ce que nous ayons noté son expression joyeuse lorsqu'elle décrivait les fruits et légumes merveilleux qu'elle mangeait, frais cueillis de la ferme, quand elle était enfant. En nous penchant sur son histoire, nous avons constaté que la capacité d'Anna à obtenir ce qu'elle voulait en provoquant la pitié des gens précède de nombreuses années son expérience de réfugiée. Nous reconnaissons que c'est une fille, par essence, émotionnellement immature et intellectuellement inadaptée qui continue à chercher quelqu'un qui la traitera comme une jeune enfant, comme le faisaient ses parents. Elle ressemble beaucoup plus à une adolescente inadaptée que des agences voient tous les jours qu'à l'image que l'on se fait d'un survivant de la barbarie nazie, fort et autonome, même si c'est pourtant le cas. Ce n'est qu'en prenant conscience de tout cela que nous serons capable d'aider Anna et ceux qui lui ressemblent à devenir des adultes mûrs et responsables⁸¹. »

54 Robert Collis, un pédiatre irlandais qui s'est occupé de 500 enfants libérés du camp de concentration de Belsen, tire des conclusions similaires. Il observe « les différences les plus inattendues dans les réactions d'enfants ayant vécu [...] le même traumatisme mental et la même perte de sécurité », et il s'intéresse aux relations familiales des enfants dès leur plus jeune âge pour expliquer ces différences :

« Il a été dit qu'un enfant qui n'a pas été satisfait par ses têtées, peut-être associé à un sevrage malheureux, peut montrer plus tard dans la vie des symptômes associés à la perte de sécurité et au rejet alors qu'un enfant qui a été nourri au sein de façon satisfaisante, et a été sevré correctement, fera preuve d'autonomie et d'assurance. [...] J'ai l'impression, après avoir étudié nombre de ces enfants, que la vie qu'ils ont vécue dans leur foyer maternel a une importance majeure sur leurs réactions ultérieures, une fois leurs parents tués, leur maison détruite et après avoir été eux-mêmes exposés à l'horreur dans sa forme la plus extrême⁸². »

55 Ces points de vue renforcent une éthique maternaliste plus marquée dans l'Europe de l'après-guerre. Dans le cas d'une enfant déplacée en apparence normale, Collis conclut :

« Si la mère a fait défaut à l'enfant à un moment déterminé, alors les séquelles auraient pu s'avérer trop importantes pour les capacités de récupération mentale de l'enfant et elle aurait pu devenir une de ces malheureuses pour lesquelles on ne peut plus rien faire⁸³. »

56 L'engagement en faveur de la prise en charge des enfants déplacés et réfugiés devient ainsi le lieu de débats fondamentaux sur la nature du trauma, les conséquences psychologiques de la séparation des enfants de leurs parents, les valeurs familiales contre l'éducation collective et sur la nature du développement moral et psychologique de l'homme. Si la famille représente la promesse de restaurer la stabilité et la « normalité » des sociétés déchirées par la guerre dans l'Europe de l'après-guerre, il paraît évident aux travailleurs de l'UNRRA et de l'OIR que les enfants et les femmes déplacés doivent tout d'abord être rendus à la famille. Mais la famille n'est pas la seule source d'identité que les acteurs humanitaires cherchent à cultiver chez les enfants réfugiés. Ils s'accordent de plus en plus à dire que les jeunes réfugiés ont besoin d'un ancrage national stable afin de recouvrer leur santé et leur stabilité psychologique.

Renationaliser et rapatrier les enfants d'Europe

57 Les idéaux psychanalytiques et familiaux déployés par les *social workers* des Nations unies semblent refléter la légende familière de l'américanisation dans l'Europe de l'après-guerre. Mais ils intègrent aussi les traditions nationalistes des pays d'Europe Centrale et d'Europe de l'Est dans leurs propres concepts émergents de Droits de l'homme et de démocratie. Les *social workers* de l'UNRRA et de l'OIR en particulier, voient la renationalisation comme un élément essentiel de la réadaptation des enfants déplacés. En effet, les enjeux familiaux et nationalistes sont souvent difficiles à séparer dans l'Europe de l'après-guerre. Comme le suggère l'exemple du baby-boom juif, « remplacer les morts » a un sens particulier et urgent pour les Juifs européens après l'Holocauste, mais les politiques natalistes sont monnaie courante sur le continent. Chaque gouvernement européen cherche à remplacer ses soldats et ses civils morts, à retrouver ses « enfants perdus » et à garantir la main d'œuvre nécessaire à la reconstruction. Ces soucis engendrent aussi une compétition endiablée entre nations européennes pour rapatrier les enfants déplacés et les orphelins de guerre ou les réclamer en tant qu'immigrants. Les demandes nationales pour le rapatriement d'enfants déplacés sont particulièrement

véhémentes en Tchécoslovaquie, Pologne et Yougoslavie où les représentants officiels dépensent une énergie phénoménale pour récupérer depuis le sol allemand les enfants soi-disant perdus, au nom de la justice de l'après-guerre. Mais à l'Ouest, les fonctionnaires français inquiets du manque de main-d'œuvre, du faible taux de naissances et de la surpopulation en Allemagne voient aussi les enfants déplacés comme une possible aubaine démographique. Pierre Pflimlin, sous-secrétaire d'État au ministère de la Santé publique et de la population, suggère en 1946 que les enfants déplacés d'Allemagne représentent une « transfusion sanguine » de valeur qui pourrait remplacer les morts et ainsi contrer une prétendue « menace d'extinction » planant sur la nation française :

« Pendant la guerre, l'Allemagne était une gigantesque prison, où les hommes de toutes les nations d'Europe se sont côtoyés. [...] Le mélange des hommes sans précédent a laissé des traces – des enfants sont nés. Beaucoup d'enfants. Du sang français coule dans les veines d'un grand nombre d'entre eux. D'un point de vue démographique, l'enfant est l'immigrant parfait parce qu'il constitue un atout humain dont la valeur est d'autant plus certaine que son intégration est garantie. Il est impossible de dire la même chose d'un immigrant adulte⁸⁴. »

- 58 Que ce soit au niveau pragmatique ou idéologique, les soi-disant Droits de l'homme promus par les responsables de l'ONU dépendent de la citoyenneté nationale. Aux yeux des spécialistes de l'enfance de l'ONU, des gouvernements de l'après-guerre en Europe de l'Est et de nombreuses agences juives, rendre les enfants à la collectivité nationale est un acte essentiel dans les campagnes menées pour démocratiser et dénazifier l'Europe de l'après-guerre ainsi que pour la réadaptation psychologique individuelle des jeunes déplacés. Dans le domaine des politiques, cela signifie que l'UNRRA et l'OIR respectent en général les demandes faites par les États-nation pour le rapatriement de « leurs » enfants, privilégiant ce retour par rapport à une installation dans un autre pays. La grande majorité des personnes déplacées en Europe se plie avec entrain à ces politiques. Entre mai et juin 1945, les Alliés rapatrient 5,25 millions d'Européens, soit environ 80 000 personnes par jour. Cependant, tout le monde ne monte pas si volontiers dans les trains de rapatriement. En février 1945, les Alliés signent les accords de Yalta, et s'accordent pour rapatrier les citoyens soviétiques se trouvant dans les zones occidentales d'occupation. À la fin de septembre 1945, 2.272.000 personnes déplacées sont retournées en Union soviétique ; nombre d'entre elles y sont forcées. De tous les civils et prisonniers de guerre rentrés en Union soviétique au 1^{er} mars 1946, on estime que 6,5 % ont été « dénoncés au NKVD » (et probablement exécutés) et 14,48 % enrôlés pour un travail forcé immédiatement après leur arrivée, selon les statistiques du gouvernement soviétique⁸⁵.
- 59 Les rapatriements forcés des zones occupées par les Américains et les Britanniques diminuent à la fin de l'année 1945 et se terminent officiellement en 1947, au début de la guerre froide. Déjà en septembre 1945, approximativement 1.325.000 personnes déplacées venues d'Europe de l'Est et qui ne veulent ou ne peuvent pas rentrer chez elles s'entassent dans les camps de l'OIR. En juillet 1947, un noyau dur de 650.000 personnes déplacées est placé sous la responsabilité de l'OIR. Les enfants non-accompagnés forment une petite partie de ce noyau dur, mais leur destin est âprement contesté dans un contexte de guerre froide naissante. En juin 1947, l'OIR signale que sur 16.800 enfants isolés recensés dans les zones britanniques et américaines, 6.871 ont été rapatriés (surtout vers l'Europe de l'Est), 1.889 (principalement des enfants juifs) ont été réinstallés. 3.793 autres (dont 2.400 enfants juifs) ont « disparu », 1.138 sont devenus adultes et 1.073 ont été remis à la famille. Les autres restent sous la garde de l'OIR, leur destin dépendant de batailles juridiques très largement médiatisées⁸⁶.

60 Officiellement, seuls les représentants légaux du pays de naissance de l'enfant ont le pouvoir d'approuver les décisions sur l'adoption, la réinstallation ou le rapatriement d'un enfant non-accompagné. De plus, selon les lois polonaise, yougoslave, soviétique et tchèque, les enfants d'Europe de l'Est orphelins ou abandonnés ne peuvent être légalement adoptés par des familles d'accueil d'une nationalité différente⁸⁷. Ces « droits » collectifs et nationaux des enfants sont fermement ancrés dans les convictions des travailleurs de l'ONU eux-mêmes, qui ont assimilé le fait que l'enfant, en Europe centrale, est considéré comme un bien national. En 1948, un mémo d'un représentant de l'OIR avertit :

« L'avenir de chaque enfant est trop important pour qu'il en soit décidé par un représentant d'une nation étrangère. [...] Il n'y a aucun doute que pour que les choses se passent sans accroc, le tuteur doit être de la même nationalité que l'enfant. Si cette ligne de conduite est respectée, personne ne pourra reprocher à l'OIR son désir d'assimiler, de dénationaliser les enfants ou d'en faire des cosmopolites⁸⁸. »

61 Une étape importante de la réadaptation des enfants déplacés est donc la renationalisation de ceux qui ont grandi avec une langue et une culture différentes à cause des déplacements en temps de guerre. Jean Henshaw vante la politique du Centre international pour enfants de Prien de l'UNRRA :

« Une de nos tâches majeures a été le programme de renationalisation des enfants. Là où nous avons eu des personnes déplacées venant du même pays que les enfants [...] nous avons obtenu des résultats incroyables pour réveiller un sentiment de fierté nationale⁸⁹. »

62 Le programme de nationalisation est conforme à la compréhension historique spécifique des Droits de l'homme et de la démocratie des Nations unies ainsi qu'à ses idéaux pédagogiques. Ces idéaux sont officialisés en 1948, lorsque la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de l'ONU considère « le transfert forcé d'enfants d'un groupe vers un autre [promulgué] avec l'intention de détruire, en partie ou en entier, un groupe national, ethnique, racial ou religieux » comme une forme de génocide⁹⁰. Ce n'est pas une coïncidence si la convention (et le terme « génocide » lui-même) est inventé par Raphaël Lemkin, un Juif polonais avec une grande expérience de la gestion des conflits relatifs à la dénationalisation supposée des enfants ainsi qu'au droit des minorités dans la Pologne de l'entre-deux-guerres et devant la Société des Nations. Grâce à Lemkin, les conflits spécifiques à l'Europe centrale et de l'Est trouvent leur place dans le langage universel du mouvement des Droits de l'homme de l'après-guerre et dans ses documents fondateurs. Un an après que la convention ait été signée, Vinita Lewis insiste : « Même si sa destinée future est de vivre dans un pays autre que celui dont il est originaire, il [l'enfant déplacé] a le droit, conformément aux Droits de l'homme, de connaître son passé et ses origines⁹¹. » Les enfants, apparemment, bénéficient (ou subissent), après la seconde guerre mondiale, d'un « droit de l'homme » à l'ethnicité, même si finalement, ils s'installent en dehors de leur pays d'origine. Famille et nation, ce n'est pas par hasard, sont souvent vues comme des piliers interchangeable de l'identité individuelle. Thérèse Brosse invoque cette équivalence pour parler des enfants déplacés comme de bons candidats au rapatriement, argumentant en 1950 : « L'enfant déraciné ne demande qu'à consacrer au pays qui s'ouvre à lui l'effort que pourrait inspirer une famille pour l'enfant normal⁹². »

63 Dans de nombreux projets ouvertement internationaux de réadaptation pour enfants déplacés, les jeunes réfugiés sont accueillis dans des maisons séparées selon leur

nationalité d'origine. En 1950, dans le village Pestalozzi de Trogen en Suisse, 132 orphelins sont hébergés dans huit maisons selon leur nationalité, chacune « décorée et meublée dans le style national⁹³ ». Chaque maison a sa propre école où l'enseignement se fait dans la langue maternelle des enfants avec des manuels scolaires du pays d'origine. En 1948, un enseignant du village d'enfants se vante :

« C'est vraiment extraordinaire d'observer avec quelle robustesse et quelle vitalité même le plus petit groupe, s'il est bien organisé, préserve son caractère national. Dans chacune de ces petites colonies, les meilleurs éléments de la culture nationale sont mis en avant, la variété de la littérature et le talent musical, le folklore, les blagues et l'humour⁹⁴. »

- 64 C'est plus qu'une simple stratégie pratique pour héberger les enfants. Cultiver l'identité nationale de chaque enfant est essentiel à son bien-être psychologique individuel du point de vue de Thérèse Brosse :

« Nous avons constaté, en effet, au cours de nos multiples visites de communautés d'enfants, combien ces derniers ont besoin d'une patrie pour être psychologiquement normaux et se sentir "comme les autres". [...] Nous ne signalerons ici que l'implication pédagogique spécifique et capitale chez l'enfant déplacé sur le plan international, à savoir : [...] le fixer et lui assurer une patrie, avec le langage et la culture correspondants⁹⁵. »

- 65 Les *social workers* de l'ONU sont convaincus qu'un sens profond de l'identité nationale, comme une famille stable, est une source essentielle pour l'identité et la stabilité de l'individu, une recette de base à la réadaptation psychologique d'après-guerre.
- 66 Cette recette pose de sérieux problèmes aux enfants juifs, qui souvent n'ont ni désir, ni possibilité de rentrer chez eux. À partir de 1946, l'antisémitisme croissant en Europe de l'Est, qui atteindra son point culminant lors du pogrom de Kielce en Pologne en juillet 1946, provoque la fuite d'environ 170 000 Juifs (prétendument infiltrés) vers les zones contrôlées par les Américains. La plupart d'entre eux nourrissent l'espoir de partir pour la Palestine⁹⁶. Beaucoup d'enfants, même ceux dont les parents sont en vie, arrivent dans des kibboutzim dirigés par de jeunes leaders sionistes. Les *social workers* américains et britanniques sont tout d'abord sceptiques à l'idée de séparer ces enfants de leurs parents. Des discussions au sujet des mérites relatifs de la prise en charge collective par rapport à la prise en charge familiale pour les enfants juifs éclatent en 1947 dans des débats enflammés à une réunion du Comité pour la protection des enfants juifs de l'UNRRA, à Heidelberg. Bien que l'UNRRA et l'OIR fournissent ressources et soutien pour la protection des orphelins et des enfants déplacés juifs, les agences juives se voient accorder une très grande autonomie pour ce qui est de l'éducation et du placement des enfants. Ruth Cohen, représentante de la JAFP (*Jewish Agency for Palestine*) presse les responsables de l'UNRRA de réviser leur politique de regroupement des enfants juifs avec leurs parents dans les camps de personnes déplacées « parce que réunir un enfant [...] et ses parents ou des membres de sa famille [...] signifie envoyer cet enfant dans des conditions de vie qui, chez nous, s'appellent un bidonville ». Les enfants dans des foyers, des camps ou des kibboutzim qui leur sont réservés, affirme-t-elle, se sentent non seulement mieux moralement mais sont aussi mieux nourris, mieux habillés et bénéficient d'un suivi médical leur permettant de fortifier une santé fragile⁹⁷.
- 67 De nombreux responsables de l'OIR, dans un premier temps, ne partagent pas ce point de vue et s'inquiètent de ce que les enfants soient forcés de choisir d'émigrer en Palestine au lieu de retrouver leur famille. Dans un mémorandum de 1948, un responsable de la protection de l'enfance de l'OIR de Basse-Saxe conclut, frustré : « Au vu de [...] la disparité

entre les engagements de l'OIR au sujet des enfants non-accompagnés et de leur famille et le principe juif selon lequel un orphelin appartient à la communauté, il est évident que nos buts seront toujours totalement divergents⁹⁸ ». Toutefois, la plupart des *social workers* de l'ONU en arrivent, petit à petit, à accepter et même à embrasser les solutions sionistes pour les enfants juifs. Ce revirement s'explique de plusieurs manières. Les *social workers* rencontrent de nombreux jeunes et parents qui sont eux-mêmes passionnément désireux d'émigrer en Palestine. Louis Pinsky écrit au sujet des 500 enfants juifs dont il s'occupe en Allemagne en 1946 :

« Les enfants sont tous sionistes et tous, sans exception aucune, désirent et espèrent partir en Palestine. [...] Même s'ils n'ont pas de parents, les enfants ont l'affection de tout le groupe. Ils vivent une vie en collectivité qu'ils désirent poursuivre en Palestine. Ils travaillent et ils aiment ça. Cela n'a rien à voir avec une institution. »

- 68 Édith Feuerisen, une survivante hongroise de seize ans, est le type même de la jeune réfugiée qui a converti de nombreux *social workers* de l'UNRRA à la cause sioniste. Son père vit aux États-Unis ; il a obtenu des visas pour ses trois enfants et veut réunir sa famille. Cependant, Édith est profondément déchirée entre sa famille et ses idéaux politiques. Elle écrit :

« Je sais que je vais briser le cœur de mon père si je ne réponds pas à son appel. Mais je sais aussi que mon devoir est d'être avec mon peuple. Si je vais en Amérique, je m'habituerai au luxe et peut-être ne voudrai-je plus aller en Palestine. Aujourd'hui c'est ce que je veux par-dessus tout et je dois le faire, je dois le faire. [...] En Amérique, nous vivons confortablement pendant un, deux ou dix ans, mais, au bout du compte, cela reviendra au même – nous serons chassés. J'ai appris beaucoup de choses à Auschwitz et l'une d'elles est que, à moins d'avoir un foyer national, nous périrons en tant que nation. Jeunes sont mes années, mais vieille mon expérience. Je suis encore forte et je veux travailler pour mon peuple⁹⁹. »

- 69 Les travailleurs de l'UNRRA saluent aussi les standards moraux et éthiques du kibboutz ainsi que le degré d'attention et de soin prodigués aux enfants¹⁰⁰.
- 70 La sympathie pour les buts sionistes reflète parfois une vision des enfants juifs comme étant essentiellement différents de leurs pairs non-juifs. Cela comporte à la fois une reconnaissance de l'ampleur de l'Holocauste et une certaine permanence de la logique raciale et raciste après la seconde guerre mondiale. Par exemple, Robert Collis soutient que les Gitans et les enfants juifs libérés réagissent différemment des autres Européens de l'Est détenus à Bergen-Belsen. Il attribue ces différences à des caractéristiques ethniques profondément enracinées et note :

« Nous avons des Gitans venant d'au moins six pays différents, mais nous ne pensions jamais à eux comme à des Roumains, des Hongrois, des Tchèques ou des Allemands – seulement comme à des Gitans. Nous avons l'impression qu'ils appartenaient à une espèce différente des autres habitants humains de ce monde. Leur physiologie était la même que la nôtre, mais il semblait que cela n'allait pas plus loin. [...] Il semblait que leurs corps étaient habités par des esprits élémentaires cousins de ceux des arbres, des ruisseaux et du monde animal et que du coup leurs âmes étaient peu troublées par la violence et la brutalité humaine ordinaire¹⁰¹. »

- 71 Les enfants juifs, insiste-t-il, forment également un monde à part :

« Bien qu'ils puissent se dire Néerlandais ou Italiens, ils nous semblent être Juifs avant tout. En effet, quand cette pensée m'a frappée, j'ai réalisé qu'il ne me serait jamais venu à l'esprit de regarder un petit Juif de Dublin comme un Irlandais. Une telle idée serait de toute évidence absurde et il serait tout aussi absurde de penser

aux soixante-cinq enfants juifs du camp qui parlent néerlandais comme à des enfants néerlandais. »

- 72 Sur la base de leur réaction ethniquement distincte à la persécution, il faut aux enfants juifs une forme de réadaptation spécifique :

« Tout comme les Gitans semblent vivre en dehors des demeures de l'humanité, les Juifs semblent venir complètement du monde des hommes, être d'une urbanité totale. Les enfants gitans aiment être nourris, câlinés et aiment qu'on joue avec eux mais ils ne s'attachent pas et restent émotionnellement libres. Les enfants juifs ont soif d'amour, de sécurité et d'un toit. Ils sont très craintifs, très amicaux une fois rassurés, tout à fait prêts à se dévoiler, désespérément anxieux de plaire et extrêmement affectueux si on les y invite¹⁰². »

- 73 Bien sûr, toutes ces affirmations sur les besoins émotionnels différents des enfants juifs ne sont pas basées sur des stéréotypes raciaux. Les militants juifs eux-mêmes, sionistes ou pas, luttent pour que les enfants juifs survivants, et plus particulièrement les enfants dits cachés, soient récupérés par la communauté juive après la guerre et soutiennent que les survivants juifs ont des besoins juridiques, matériels et émotionnels particuliers. Aux Pays-Bas, en Pologne et surtout en France, d'amères disputes sur la garde des enfants éclatent entre les familles et les associations juives d'une part, qui insistent pour que l'enfant soit placé dans une famille ou une institution juive, et les familles d'accueil chrétiennes, les responsables de l'Église et le gouvernement d'autre part, qui refusent parfois avec vigueur de rendre les enfants. Les militants juifs demandent que les « enfants cachés » leur soient rendus au nom de la justice et pour rendre mémoire aux morts mais aussi pour assurer la continuité de la communauté à la suite de l'Holocauste¹⁰³. De façon ironique, la sympathie des *social workers* de l'UNRRA pour les buts sionistes provient de leurs idéaux familialistes puisque selon eux, les Juives survivantes semblent de mauvaises candidates à la maternité. En 1947, un représentant de l'*American Joint* déclare que les liens collectifs des enfants à la Palestine sont préférables à la vie de famille : « Les leaders du groupe [...] sont bien meilleurs pour les enfants qu'une mère ou un père désemparés dans un camp de personnes déplacées » et nombre de travailleurs de l'OIR sont d'accord¹⁰⁴.

- 74 Les travailleurs de l'ONU révèlent aussi les fondements nationalistes de leur mission lorsqu'ils débattent du sort des enfants déplacés d'Europe de l'Est. Une des missions premières des équipes de recherche d'enfants (*Child Search Teams*) de l'UNRRA était de passer la campagne allemande au peigne fin à la recherche de milliers d'enfants d'Europe de l'Est dits perdus qui avaient été soit kidnappés par les Nazis afin de les « germaniser », soit abandonnés par leurs parents dans des foyers d'accueil ou des institutions allemandes. Le simple fait d'identifier ces enfants demande un travail d'enquête et une perspicacité psychologique considérables. Beaucoup d'enfants déplacés viennent de régions où les frontières floues entre les *Volksdeutsche* et les Polonais, Tchèques ou Yougoslaves se sont brouillées davantage encore au cours de la seconde guerre mondiale, ou bien où les individus parlent plusieurs langues, font preuve de souplesse quant à leurs allégeances nationales ou sont totalement indifférents à leur nationalité. Mais les *social workers* de l'UNRRA opèrent avec la conviction profonde que chaque enfant déplacé possède une seule nationalité d'origine « authentique » qui peut être déterminée grâce à une enquête sur les traits ethniques¹⁰⁵. Un travailleur de l'UNRRA développe cette idée dans un rapport de 1946 :

« La question de la nationalité conduit à la plus grande perplexité dans le cas d'enfants venant de Silésie à cause du mélange des populations allemande et

polonaise qui vivaient dans cette région avant la guerre. En l'absence de papiers d'identité, il faut compter sur des facteurs moins précis pour déterminer la nationalité. [...] Nos enquêteurs les plus adroits affirment que les réactions psychologiques des enfants aux questions sur la nationalité sont significatives. Un enfant incontestablement allemand répond généralement librement et prestement. La réponse d'un enfant qui n'est pas allemand, même s'il affirme l'être, est souvent caractérisée par de l'embarras, de l'hésitation, de la confusion ou une demande désespérée d'aide auprès d'un des membres du personnel pour formuler une réponse¹⁰⁶. »

- 75 Personne n'envisage qu'un enfant de Silésie puisse être sincèrement perplexe quant à son appartenance nationale.
- 76 Pour compliquer les choses, les responsables nazis ont systématiquement changé les noms et détruit les archives des enfants sujets à la « germanisation ». Beaucoup de jeunes enfants n'ont aucun souvenir de leur langue maternelle ou de leur famille d'origine. En 1947, Jean Hemshaw décrit des enfants polonais et yougoslaves du Centre pour enfants de Prien qui ont « renoncé à leur pays, à leur langue et à leur culture et soutiennent avec véhémence qu'ils sont Allemands¹⁰⁷ ». Une fois identifiés, les agents de l'ONU chargés des recherches retirent les enfants Alliés à leur famille d'accueil allemande aussi vite que possible. Ces séparations sont parfois émotionnellement dévastatrices. « La séparation est souvent extrêmement cruelle. L'enfant est très attaché à sa famille adoptive et ne se souvient pas d'avoir eu une autre famille », constate la consultante pour la protection de l'enfance de l'OIR, Yvonne de Jong, dans un mémorandum de 1948¹⁰⁸. Les enfants doivent parfois être retirés et rapatriés contre leur gré. Face à un tel cas, Eileen Davidson note, le 19 octobre 1946, dans son journal de bord: « Conférence avec un officier du rapatriement polonais. Objet : deux adolescents polonais qui ont passé deux ans avec une excellente famille allemande demandent la permission de rester. Ils sont orphelins et n'ont pas de famille où retourner. Permission refusée. Les enfants doivent être rapatriés. Enfants récupérés à Ansbach nettement contre leur volonté¹⁰⁹. » Ces batailles pour la garde des enfants engendrent des tensions juridiques, politiques et émotionnelles aigües entre l'UNRRA, les autorités militaires américaines et britanniques et les populations locales en Allemagne¹¹⁰. Au nom du sacro-saint « intérêt supérieur de l'enfant », les autorités militaires britanniques préfèrent souvent laisser les enfants dans leur foyer allemand, pour éviter la cicatrice permanente qu'aurait laissée la séparation de leurs parents adoptifs allemands. Les Britanniques considèrent que la continuité de la prise en charge est le facteur psychologique le plus important pour le bien-être psychologique de l'enfant¹¹¹. Il est probable que les autorités militaires se soient également opposées au rapatriement des enfants d'Europe de l'Est pour des raisons plus pragmatiques et plus politiques, afin de pacifier les relations entre les militaires et les populations allemandes locales, mais aussi par sentiment anticommuniste.
- 77 Les responsables de la protection de l'enfance de l'ONU et de l'OIR préfèrent cependant retirer systématiquement les enfants de leur foyer d'accueil allemand pour les renvoyer dans leur pays d'origine. Même si le regroupement familial est impossible (comme dans le cas d'enfants orphelins), ils préfèrent rapatrier les enfants en Europe de l'Est. En 1948, Eileen Davidson, alors vice-présidente de la section de recherche d'enfants de l'OIR, rédige une note dans laquelle elle affirme que cette politique se justifie par « l'intérêt supérieur de l'enfant » d'un point de vue psychologique, social, moral et politique. Son raisonnement repose principalement sur sa conviction que la société allemande ne s'est toujours pas purgée du racisme et de l'autoritarisme nazi. La probabilité d'une

assimilation et d'une intégration réelle des enfants d'Europe de l'Est dans l'Allemagne d'après-guerre semble, par conséquent, très faible¹¹². Même les enfants de langue allemande mais originaires d'Europe de l'Est font face à la discrimination et sont considérés comme des étrangers en Allemagne, selon Eileen Davidson.

« Il y a ces deux enfants polonais dont le père était un SS et qui étaient reconnus comme des Volksdeutsche. Les enfants disent qu'on parlait toujours d'eux comme des "Polonais". La fille aînée travaillait de longues heures en cuisine. [...] Elle dit qu'on lui répétait sans cesse qu'elle n'était qu'une "Polonaise stupide"¹¹³. »

- 78 En même temps, les enfants retirés des institutions allemandes portent des stigmates révélateurs des méthodes pédagogiques autoritaires des Nazis, selon Eileen Davidson :

« Ces enfants sont apparemment soumis à une routine et une discipline rigides. Ils sont généralement timides, extrêmement craintifs et ne savent pas jouer, même entre eux. Ce comportement est celui d'enfants opprimés et c'est un contraste marquant avec le comportement des autres enfants qui nous ont rejoints, peu importe depuis combien de temps, et qui sont d'habitude extraordinairement amicaux avec les adultes, très actifs et libres dans leurs jeux et autres activités¹¹⁴. »

- 79 Alors que les enfants Alliés résistent souvent quand on cherche à les retirer à leur famille d'accueil allemande, les responsables de la protection de l'enfance de l'OIR ont la certitude que les enfants s'adaptent rapidement une fois « revenus » à leur langue et culture natales. Dans le cas d'un groupe d'enfants polonais qui ont été « germanisés », Eileen Davidson se souvient :

« Ils s'intègrent petit à petit dans la vie du centre et commencent à parler polonais et à leur propre demande, rejoignent les classes polonaises. Après quelques semaines, ils s'empressent d'apprendre des chansons et des danses folkloriques polonaises. [...] Au moment où ils prennent la décision de retourner en Pologne, ils s'identifient au groupe polonais et ont rompu les liens avec leurs amis allemands¹¹⁵. »

- 80 Pour conclure, elle prévient que les enfants Alliés qu'on laisse dans leur famille d'accueil allemande ont de fortes chances de subir des dégâts psychologiques permanents, même s'ils sont aimés et que l'on s'occupe bien d'eux.

« Loin d'assurer l'intérêt supérieur de l'enfant, plus le temps passe, plus on risque de contribuer au développement d'une personnalité perversée et malsaine, un marginal qui n'a ses racines ni ici ni dans son pays d'origine¹¹⁶. »

- 81 Sa position, typique des spécialistes de la protection de l'enfance de l'UNRRA et de l'OIR, est révélatrice à plusieurs égards. Tout d'abord, elle illustre à quel point les discussions sur le bien-être psychologique des enfants dominent le champ de la protection de l'enfance après la seconde guerre mondiale, même si un concept comme « l'intérêt supérieur de l'enfant » est âprement contesté. Ensuite, le mémorandum d'Eileen Davidson montre à quel point les *social workers* de l'ONU se voient comme des agents de la démocratie et de la dénazification dans l'Europe de l'après-guerre. Enfin, sa position illustre comment la démocratie, la justice et le prétendu intérêt supérieur psychologique de l'enfant sont tous définis non seulement pour privilégier la réunification des familles biologiques mais aussi la « renationalisation » des enfants déplacés. Les enfants, de leur point de vue, ont besoin à la fois d'une famille et d'une identité nationale stables pour s'épanouir sainement.

- 82 Les organisations internationales de l'après-guerre et les militants de la protection de l'enfance étaient certainement persuadés qu'il n'y avait rien de tel que « le foyer » pour les personnes déplacées. Mais comment les enfants déplacés et les familles réagissent-ils à la « réadaptation » offerte par l'UNRRA et l'OIR ? L'histoire d'un groupe de 148 jeunes

Polonais envoyés en Afrique permet d'esquisser quelques réponses et illustre comment les conflits de la guerre froide s'entrecroisent avec les convictions nationalistes pour façonner les politiques de rapatriement de l'après-guerre. Le 30 juillet 1941, peu de temps après l'invasion de l'Union soviétique par Hitler, les diplomates polonais et soviétiques signent un accord pour le rétablissement de l'État polonais qui prévoit le retour des citoyens polonais présents sur le territoire de l'Union soviétique, y compris les Polonais anticomunistes détenus en Sibérie, et qui autorise la création d'une armée polonaise sur le territoire soviétique, menée par le Général Wladyslaw Anders. En mars 1942, Anders évacue 74 000 soldats polonais, parmi lesquels se trouvent 41 000 civils dont bon nombre sont des enfants, en Iran. Ces enfants d'anticomunistes sont vite dispersés dans les camps de personnes déplacées en Iran, Palestine, Inde et Afrique. À la fin de la guerre, 148 enfants et jeunes polonais se retrouvent au Tanganyika, en Afrique, sous la garde et la supervision du gouvernement polonais exilé à Londres et du *Polish resettlement corps* au Royaume-Uni. Après le démantèlement du camp africain, l'OIR transfère les enfants à Salerne en Italie. En 1948, la Conférence catholique canadienne offre d'établir ces jeunes au Canada, déclenchant une crise diplomatique internationale.

83 À qui appartiennent ces enfants ? Quel poids donner aux prétentions en conflit des familles biologiques, du gouvernement polonais, du gouvernement polonais en exil, des autorités religieuses et aux désirs des jeunes eux-mêmes ? Comment ces différents acteurs définissent-ils « l'intérêt supérieur » des enfants déplacés ? La position du gouvernement polonais est ancrée dans une longue tradition d'activisme nationaliste au sujet des enfants en Europe de l'Est. Les enfants appartiennent à la nation. Toute décision autre que le rapatriement, représente la continuation des crimes d'Hitler. À travers ces revendications, les responsables polonais s'appuient sur plus de cinquante années de rhétorique nationaliste en Europe de l'Est, qui dénonce une « dénationalisation » des enfants par des mouvements nationalistes rivaux. Après la seconde guerre mondiale, la dénationalisation forcée des enfants d'Europe de l'Est est largement citée comme un des plus grands crimes nazis, même si beaucoup des enfants devenus « Allemands » sous le régime nazi avaient des parents bilingues, sans véritable préférence nationale, ou s'étaient enregistrés comme *Volksdeutsche* par pur opportunisme¹¹⁷. Si la germanisation des enfants personnalise le mal nazi, la renationalisation et le rapatriement des enfants finissent par symboliser la démocratisation et la justice dans l'Europe de l'Est de l'après-guerre.

84 Pendant toute la période d'après-guerre, les officiels, les journalistes et les militants polonais et yougoslaves accusent les Nations unies et les autorités militaires alliées de retarder le retour des enfants d'Europe de l'Est kidnappés par les Nazis pour être germanisés. Ces attaques prennent un tour plus véhément après la consolidation du bloc communiste en 1948. En Yougoslavie, par exemple, un article de 1949 d'un journal de Belgrade, le *Tanjug*, affirme :

« À l'heure actuelle en Autriche, on trouve de nombreux enfants yougoslaves enlevés de force à la Yougoslavie pendant la guerre. Dispersés dans toute l'Autriche, exposés à la « germanisation » et à une éducation destinée à leur faire haïr leur propre pays, ces enfants sont exploités sans honte comme main d'œuvre gratuite. Les efforts menés par le gouvernement Yougoslave et la Croix-Rouge pour retrouver ces enfants et les ramener dans leur pays natal sont entravés par les autorités d'occupation des zones occidentales. [...] Cette situation est provoquée aussi, pour une large part, par l'OIR qui fait tout pour empêcher le retour des enfants yougoslaves sur leur terre natale¹¹⁸. »

- 85 Pendant ce temps, les autorités polonaises affirment que 200 000 enfants polonais sont cachés dans des familles nazies, dans les zones d'occupation occidentales. (En réalité, le nombre total d'enfants polonais retrouvés par les agences de recherche après la guerre est plus proche de 20 000 et beaucoup de ces enfants sont venus en Allemagne avec leurs parents)¹¹⁹.
- 86 En fait, les responsables de l'OIR n'ont rien contre le rapatriement des enfants d'Europe de l'Est, même après la consolidation du bloc communiste en 1948. L'organisation continue à encourager le rapatriement et à favoriser le retour des enfants dans leur famille et leur nation d'origine. Le directeur général de l'OIR, J. Donald Kingsley, explique devant l'Assemblée générale des Nations unies en novembre 1949 :
- « Dans des circonstances ordinaires, la solution idéale pour une personne déplacée est un retour dans son pays d'origine. Là, elle retrouve une organisation sociale qui lui est familière et entend une langue qui l'est aussi. [...] Dans son pays d'origine, elle peut prétendre aux pleins droits d'un citoyen. C'est là que se trouvent ses racines. »
- 87 Pourtant, au même moment, la politique de l'OIR interdit formellement le rapatriement de toute personne contre son gré, y compris les jeunes de moins de dix-sept ans. Et tous ces adolescents refusent obstinément de retourner en Pologne. De plus, sur les 148 jeunes Polonais concernés, quatre-vingt-un ont plus de seize ans et seulement vingt-quatre moins de treize ans¹²⁰.
- 88 Néanmoins, il n'est pas contraire au mandat de l'OIR d'essayer de convaincre les personnes déplacées de rentrer chez elles de leur « plein gré » (ou de les soudoyer en leur distribuant des rations de nourriture ou de l'argent). En août 1949, l'OIR envoie une équipe de responsables, dont un spécialiste du rapatriement nommé Pierre Krysz, un Polonais, pour une mission de trois semaines au centre pour enfants de Salerne. Pierre Krysz interroge chaque enfant afin de mieux comprendre les raisons de son refus d'être rapatrié. À son grand regret, les enfants ne partagent pas le point de vue de l'OIR en ce qui concerne leur « intérêt supérieur ». Pierre Krysz et l'agent de recherche des enfants (*Child Tracing Officer*) C.M. Babinski remarquent au contraire que les jeunes réfugiés font preuve de ce qu'ils qualifient « d'indifférence » pathologique à leur famille et leur pays natal. « Un certain nombre d'enfants et de jeunes, plus que ce qu'il serait raisonnable d'escompter dans un groupe institutionnalisé, fait preuve de désintérêt ou d'indifférence quant à la recherche de leurs parents ou de renseignements sur leur famille. Un jeune homme a délibérément menti sur le nom de baptême de sa mère avant d'admettre son mensonge un peu plus tard, expliquant qu'il avait peur qu'on l'oblige à retourner en Pologne », rapporte C. M. Babinski¹²¹. Pierre Krysz confirme, notant : « Le désintérêt complet [des enfants] pour leurs parents ou leur famille est frappant dans la majorité des cas¹²². »
- 89 Pierre Krysz et C.M. Babinski attribuent ces attitudes à l'endoctrinement des enfants par ceux qui en avaient la garde, des anticommunistes. Les témoignages des enfants suggèrent toutefois qu'ils ne partagent pas la foi de l'OIR envers les pouvoirs thérapeutiques de la nation et de la famille. Beaucoup d'entre eux ont été séparés de leur famille et leur foyer depuis près de dix ans. Leurs proches en Pologne, et la Pologne même, ne sont plus que de lointains souvenirs. L'attrait d'un nouveau départ, les opportunités éducatives du Canada, leurs propres convictions politiques et religieuses, ainsi que la solidarité du groupe lui-même, sont plus significatifs que des liens familiaux ou des sentiments nationalistes. Dans certains cas, les proches des enfants leur écrivent

pour les dissuader de revenir en Pologne à cause de la situation politique ou des conditions sociales¹²³. Ainsi, Bogdan Sypincki, dont la mère vit en Pologne, informe Pierre Krysz qu'il « veut finir ses études, mais pas en Pologne et qu'il ne veut pas devenir communiste ». Eugénia Zurawska, âgée de quatorze ans, affirme qu'elle préfère vivre dans un orphelinat au Canada plutôt que de rejoindre son père « parce qu'il s'est remarié et a eu trois enfants et parce qu'elle 'pense' qu'il ne pourrait pas lui offrir une bonne éducation », consigne Krysz, critique. La grande sœur de Boleslaw Kacpura, qui vit en Pologne, l'a averti de ne pas revenir parce qu'elle n'est pas capable de s'occuper de lui. Il refuse qu'on le rapatrie au motif qu'il « ne veut pas mourir de faim ». Pour chacun de ces cas, Pierre Krysz conclut que l'enfant n'a « pas d'objection valide » à son rapatriement¹²⁴.

- 90 Pendant ce temps, l'OIR doit faire face à un tir politique nourri venant de toutes parts. Les enfants deviennent des pions dans le conflit entre le gouvernement polonais communiste de l'après-guerre et le gouvernement polonais en exil. Les responsables et les militants anticommunistes et catholiques qui ont planifié leur retour accusent l'OIR de faire indûment pression pour rapatrier les enfants. « Cette pression et ce harcèlement continus ne peuvent qu'être interprétés comme un rapatriement forcé », affirme Monseigneur Meystowicz de Brème dans un télégramme urgent adressé au quartier général de l'OIR le 6 août 1949¹²⁵. Le même jour, au Tanganyika, une foule en colère de personnes déplacées venues de Pologne envahit la maison d'un responsable de l'OIR en guise de protestation¹²⁶. Le comte E.H. Czapski, leader du Comité polonais anticommuniste, responsable de la prise en charge des orphelins en Italie, écrit une lettre de protestation passionnée au quartier général de l'OIR à la suite des entretiens menés par Pierre Krysz :

« Les jeunes concernés ont tout perdu suite à l'agression soviétique – leur pays, leur famille et leur fortune. Sauvés presque miraculeusement. [...] Pensez-vous qu'ils souhaitent retourner volontairement vivre sous la domination soviétique ? Peut-être ignorez-vous également le fait que près de 1.000 enfants polonais sont enterrés dans le seul cimetière de Téhéran, ceux qui ont été capables de fuir la Russie mais n'ont pas survécu à leur expérience du "paradis soviétique"¹²⁷. »

- 91 L'OIR fait face à des critiques encore plus virulentes en faveur du rapatriement des enfants. Sans surprise, la Croix-Rouge, le gouvernement polonais et d'autres sympathisants communistes sont les plus vigoureux. Dans une lettre de protestation adressée à l'OIR, l'Association démocratique des femmes d'Allemagne de l'Est prétend que les refus des enfants d'être rapatriés révèlent un trouble du caractère, conséquence du déplacement et de la dénationalisation elle-même :

« Ces jeunes ont été arrachés à leur foyer alors qu'ils n'étaient que des enfants, puis placés dans un environnement complètement nouveau, loin de leur pays et de leurs parents. Là, il était impossible de créer pour eux un nouveau foyer indispensable au développement d'adolescent et ils sont ainsi devenus des êtres sans racines. »

- 92 Réadapter ces enfants – et la démocratie européenne – passe par le retour de ces jeunes dans leur nation et leur famille, insiste l'association :

« Aujourd'hui, quatre ans après la fin de la guerre, c'est le devoir de tout peuple qui se dit et se veut démocratique de réparer les torts commis par des criminels et meurtriers fascistes. Cela inclut indubitablement le retour dans leur foyer de tous ceux qu'Hitler a arraché à leur terre d'origine. Ces jeunes aussi, même s'ils ont passé ces quelques dernières années en Afrique, sont de nationalité, de tradition et de caractère polonais. Ils appartiennent au peuple polonais et seront toujours sans foyer dans un pays étranger¹²⁸. »

- 93 Les communistes polonais utilisent également cette affaire pour remettre en question les références démocratiques de l'Occident. Le journal polonais *Repatriant* proteste :

« Au cours des dernières années, ce n'est pas le premier cas de vol d'enfants polonais qui devraient être rendus à leur pays. [...] Une telle attitude est-elle conforme aux principes humanitaires promus par l'Occident¹²⁹ ? »

- 94 Les pressions pour rapatrier les enfants ne viennent pourtant pas seulement de la plume des propagandistes communistes. Par exemple, dans une lettre au président de l'Assemblée générale des Nations unies, l'Union internationale de protection de l'enfance (UIPE), la première et la plus grande organisation internationale de protection de l'enfance, affirme que rendre les enfants déplacés à leur nation et à leur famille est une façon de garantir les droits fondamentaux de l'homme. L'Union déclare :

« Nous nous sentons obligés de vous informer à quel point nous sommes inquiets [...] pour les enfants retirés ou séparés de leurs parents, quelle qu'en soit la cause. [...] La Déclaration des Droits de l'Enfant, promulguée en 1923 par notre union, demande le respect des droits et devoirs intangibles des parents envers leurs enfants, et il en va de même dans la Déclaration Universelle des Droits de l'homme¹³⁰. »

- 95 En dépit de telles protestations, le premier groupe d'enfants part pour le Canada le 29 août 1949 et les autres suivent peu après. L'injonction de l'OIR contre le rapatriement forcé prévaut face aux idéaux de nation et de famille. Kingsley défend ensuite cette réimplantation devant l'Assemblée générale de l'ONU. Il exprime son espoir que cet acte reflète un nouveau type de migration de l'après-guerre, dans un monde plus humain et plus démocratique :

« Dans la longue histoire de l'humanité, il y a eu beaucoup de migrations massives des peuples, certaines parfois par-delà les océans. Cependant, la plupart trouvait leur motivation dans le mal ou le fanatisme, se faisait par nécessité ou dans la violence. [...] Jamais auparavant on n'avait connu de mouvement similaire, motivé par la bonne volonté, effectué dans la générosité et ajoutant certainement à l'espoir d'une vie paisible pour des millions de personnes¹³¹. »

- 96 Le cas de ces 148 orphelins semble donc se terminer par le triomphe des droits individuels des enfants sur le droit collectif de la nation sur eux. Mais ce cas suggère aussi clairement la signification profonde des droits d'une nation sur ses enfants dans l'Europe de l'après-guerre. Il indique de quelle façon les identités collectives (familiales et nationales) sont imbriquées dans les idéaux de démocratie, de Droits de l'homme et de réadaptation sociale et individuelle de l'après-guerre. Ces idéaux nationaux et familiaux sont controversés. L'histoire de l'engagement en faveur des enfants réfugiés et déplacés en Europe nous pousse néanmoins à historiciser la compréhension contemporaine de la nature des Droits de l'homme, de la démocratie et du traumatisme, aussi bien que des visions de la famille qui sont souvent invoquées comme universelles. De plus, cette histoire rappelle jusqu'à quel point les politiques familiales et sociales et les nouvelles formes d'expertises se sont développées au travers de rencontres transnationales et des conflits pendant et après la seconde guerre mondiale.

- 97 Les militants humanitaires et les experts de la protection de l'enfance en Europe après la seconde guerre mondiale insistent sur le fait que l'« intérêt supérieur » matériel et psychologique de l'enfant doit guider leur travail. Ils essaient de développer les droits individuels et humains au nom d'une rupture radicale avec le passé fasciste. Pourtant, simultanément, les experts de l'UNRRA et de l'OIR comptent explicitement sur la famille et la nation pour accomplir le projet des Lumières. Dans leurs efforts pour réadapter les enfants européens suite au traumatisme de la guerre, les *social workers* et les pédagogues testent, institutionnalisent et internationalisent de nouvelles formes d'expertises sur le développement de l'enfant et de la famille. Ils adoptent le postulat potentiel

apparemment universel et individualiste des principes psychanalytiques. Dans le même temps, ils placent l'enfant au cœur de communautés plus petites, valorisant ainsi nation et famille comme les sources essentielles de l'identité et de la capacité d'agir individuelles. Ils essaient également de réhabiliter les réfugiés comme des cas particuliers, affirmant que les enfants ont des besoins psychologiques distincts selon leur âge, leur nationalité, leur religion et leur sexe.

- 98 Hanna Arendt fait remarquer que les camps de réfugiés de l'entre-deux-guerres en Europe dévoilent les limites de l'idéal universel des « Droits de l'homme ». En fin de compte, de tels droits ne sont rien d'autre que des promesses en l'air faites aux personnes déplacées en manque de nationalité.

« La conception des Droits de l'homme, fondée sur l'existence reconnue d'un être humain en tant que tel, s'est effondrée dès le moment où ceux qui s'en réclamaient ont été confrontés pour la première fois à des gens qui avaient bel et bien perdu tout le reste de leurs qualités ou liens spécifiques – si ce n'est qu'ils demeuraient des hommes », soutient-elle¹³². »

- 99 Après la guerre, les militants humanitaires et les organisations internationales répondent aux échecs qu'ils perçoivent dans les politiques de protection des minorités et des enfants de l'entre-deux-guerres en construisant sur des principes internationaux, individualistes et universalistes de nouveaux régimes des Droits de l'homme et des théories sur la protection de l'enfance. Mais l'idée d'Arendt s'applique, semble-t-il, au monde de l'après-guerre des camps de personnes déplacées, aux *homes* d'enfants, et aux orphelinats aussi bien qu'aux camps de réfugiés de l'entre-deux-guerres. Réhabiliter les enfants perdus, et l'Europe après la seconde guerre mondiale, semble nécessiter que ceux-ci rentrent chez eux, vers leur famille et leur nation.

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie thématique

Regards d'observateurs étrangers sur l'Europe dévastée de l'après-guerre

HULME Kathleen, *The Wild Place*, Boston, 1953.

MCNEILL Margaret, *By the Rivers of Babylon: A Story of Relief Work among the Displaced Persons of Europe*, London, 1950.

PETTISS Susan T., TAYLOR Lynn, *After the Shooting Stopped: The Story of an UNRRA Welfare Worker in Germany, 1945-47*, Victoria, 2004.

Sur la psychanalyse américaine et britannique des années 1940

BURMAN Erica, *Deconstructing Social Psychology*, London, 1994.

DOWNS Laura Lee, « A “Very British” Revolution? L'évacuation des enfants urbains vers les campagnes anglaises, 1939-1945 », *Vingtième siècle*, 89, 2006, p. 47-60.

MORSS John R., *The Biologizing of Childhood*, New York, 1990.

PLANT Rebecca Jo, « Willian Menninger's Campaign to Reform American Psychoanalysis, 1946-48 », *History of Psychiatry* 16, n° 2, 2005, p. 181-202.

PLANT Rebecca Jo, « The Veteran, His Wife, and Their Mothers: Prescriptions for Psychological Rehabilitation after World War II » in OOSTDIJK Diederik, VALENTA Markha G. (ed.) *Tales of the Great American Victory: World War II in Politics and Poetics*, Amsterdam, 2006, p. 95-100.

RILEY Denise, *War in the Nursery: Theories of the Child and the Mother*, London, 1983.

STEEDMAN Carolyn, *Strange Dislocations: Childhood and the Idea of Human Interiority*, Cambridge, MA, 1993.

WOLFF Larry, *Postcards from the Edge of the World: Child Abuse in Freud's Vienna*, New York, 1988.

Sur le triomphe des politiques d'individualisme et du libre marché dans l'Europe Occidentale de l'après-guerre et de l'activisme des Droits de l'homme

BORGWARDT Elizabeth, *A New Deal for the World: America's Vision for Human Rights*, Cambridge, MA, 2005.

LAUREN Paul, *The Evolution of International Human Rights*, Philadelphie, 1996.

MAZOWER Mark, *Dark Continent: Europe's Twentieth Century*, New York, 1998.

MAZOWER Mark, « The Strange Triumph of Human Rights, 1933-1950 », *Historical Journal* 47, n° 2, 2004, p. 386-388.

MOELLER Robert, « Introduction: Writing the History of West Germany », in MOELLER Robert (ed.) *West Germany under Reconstruction: Politics, Culture, and Society in the Adenauer Era*, Ann Arbor, MI, 1997, p. 6-30.

NOLAN Mary, « Utopian Visions in a Post Utopian Era: Human Rights, Americanism, Market Fundamentalism », keynote address for conference « Utopia, Gender, and Human Rights », Vienna, December 12-15, 2007.

ROSEMAN Mark, « The Organic Society and the Massenmenschen: Integrating Young Labor in the Ruhr Mines, 1945-48 », in MOELLER Robert (ed.), *West Germany under Reconstruction: Politics, Culture, and Society in the Adenauer Era*, Ann Arbor, MI, 1997, p. 287-320.

SIMPSON A. W. Brian, *Human Rights and the End of Empire: Britain and the Genesis of the European Convention*, Oxford, 2001, p. 157-220.

TONY Judt, *Après guerre : une histoire de l'Europe depuis 1945*, Paris, 2007.

Sur la « nationalisation » des personnes déplacées et des réfugiés

BALLINGER Pamela, « Borders of the Nation, Borders of Citizenship: Repatriation and the Definition of National Identity after World War I », *Comparative Studies in Society and History*, 49, 2007, p. 713-741.

COHEN Gerard Daniel, « The Politics of Recognition: Jewish Refugees in Relief Policies and Human Rights Debates, 1945-50 », *Immigrants and Minorities*, 24, n° 2, juillet 2006, p. 125-143.

DINER Dan, « Elemente der Subjektwerdung: Jüdische DP's in historischen Kontext », in JACOBMEYER Wolfgang, *Vom Zwangsarbeiter zum Heimatlosen Ausländer: Die Displaced Persons in Westdeutschland, 1945-1951*, Göttingen, 1985.

GIERE Jacqueline, LOEWY Hanno, RENZ Werner, WOJAK Irmtrud (ed.), *Jahrbuch 1997 zur Geschichte und Wirkung des Holocaust*, Francfort, 1997, p. 229-248.

MALKKI Liisa, *Purity and Exile: Violence, Memory, and National Cosmology among Hutu Refugees in Tanzania*, Chicago, 1995.

MANKOWITZ Zeev W., *Life between Memory and Hope: The Survivors of the Holocaust in Occupied Germany*, New York, 2002.

Sur les politiques de placement familial ou en institution

CAROLI Dorena, *L'enfance abandonnée et délinquante dans la Russie Soviétique, 1917-1937*, Paris, 2004.

DICKINSON Edward Ross, *The Politics of German Child Welfare from the Empire to the Federal Republic*, Cambridge, MA, 1996.

DOWNES Laura Lee, *Childhood in the Promised Land: Working-Class Movements and the Colonies de Vacances in France, 1880-1960*, Durham, NC, 2002.

HARVEY Elizabeth, *Youth and the Welfare State in Weimar Germany*, Oxford, 1994.

KIRSCHENBAUM Lisa, *Small Comrades: Revolutionizing Childhood in Soviet Russia, 1917-1932*, New York, 2001.

PEUKERT Detlev, *Grenzen der Sozialdisziplinierung: Aufstieg und Krise der deutschen Jugendfürsorge von 1878 bis 1932*, Cologne, 1986.

QUINE Maria, *Italy's Social Revolution: Charity and Welfare from Liberalism to Fascism*, New York, 2002.

ZAHRA Tara, *Kidnapped Souls: national indifference and the battle for children in Bohemian Lands, 1900-1948*, Ithaca, 2008.

Sur l'eugénisme en Europe

BUCUR Maria, *Eugenics and Modernization in interwar Roumania*, Pittsburgh, 2002.

GROSSMANN Atina, *Reforming Sex: The German Movement for Birth Control and Abortion Reform, 1920-1950*, New York, 1997.

WEINDLING Paul, TURDA M., (ed.), « Blood and Homeland »: *Eugenics and Racial Nationalism in Central and Southeast Europe, 1900-1940*, Budapest, 2006.

Sur les liens établis entre nazisme et communisme

Arbeits und Sozialminister des Landes Nordrhein-Westfalen, *Jugend Zwischen Ost und West*, Nordrhein-Westfalen, 1955.

Bundesministerium für Gesamtdeutschen Fragen, *Deutsche Kinder in Stalins Hand*, Bonn, 1951.

FIEDLER Käte, « Der Ideologische Drill der Jugend in der Sowjetzone », in Kampfgruppe gegen Unmenschlichkeit (ed.), *Die Jugend der Sowjetzone in Deutschland*, Berlin, 1955.

KÖHLER Hans, « Erziehung zur Unfreiheit », in Kampfgruppe gegen Unmenschlichkeit (ed.) *Die Jugend der Sowjetzone in Deutschland*, Berlin, 1955.

TILLICH Ernst, « Die psychologische Entwicklung und die psychologische Führung der Menschen hinter dem Eisernen Vorhang », in Kampfgruppe gegen Unmenschlichkeit (ed.), *Die Jugend der Sowjetzone in Deutschland*, Berlin, 1955.

Sur la place de la famille dans la reconstruction de l'Europe d'après-guerre

CARTER Erica, *How German Is She? Postwar West German Reconstruction and the Consuming Woman*, Ann Arbor, MI, 1997.

HEINEMANN Elizabeth, *What Difference Does a Husband Make? Marital Status in Germany, 1933-1961*, Berkeley, 1999.

HERZOG Dagmar, *Sex after Fascism: Memory and Morality in Twentieth Century Germany*, Princeton, NJ, 2005.

FEHRENBACH Heide, *Race after Hitler: Black Occupation Children in Postwar Germany and America*, Princeton, NJ, 2005.

MOELLER Robert, *Protecting Motherhood: Women and the Politics of Postwar West Germany*, Berkeley, 1993.

MOELLER Robert, *War Stories: The Search for a Usable Past in the Federal Republic of Germany*, Berkeley, 2001.

Pour plus d'informations sur les débats au sujet des solutions familialistes et collectivistes pour les enfants et jeunes Juifs

DORON Daniella, « In the Best Interest of the Child: Family, Youth and identity in Postwar France, 1944-1954 », Phd diss, New York University, 2009.

PATT Avinoam, « Finding Home and Homeland: Jewish Youth Groups in the Aftermath of the Holocaust », Phd diss, New York University, 2005.

Au sujet de l'individualisme et du collectivisme sur le mouvement autrichien de la réforme scolaire

BOYER John, *Culture and Political Crisis in Vienna*, Chicago, 1995, p. 46-55 et 174-86.

HACOHEN Malachi, *Karl Popper—the Formative Years, 1902-1945; Politics and Philosophy in Interwar Vienna*, Cambridge, 2000, p. 107-116.

WEIDENHOLZER Josef, *Auf dem Weg zum « Neuen Menschen » : Bildungs und Kulturarbeit der österreichischen Sozialdemokratie in der Ersten Republik*, Vienne, 1981, p. 66-81.

Pour plus d'informations sur les expériences de genres de l'Holocauste et les déplacements durant la seconde guerre mondiale et après

BOCK Gisela (ed.), *Genozid und Geschlecht: Jüdische Frauen im nationalsozialistischen Lagersystem*, Francfort, 2005.

GROSSMANN Atina, *Germans, Jews, and Allies: Close Encounters in Occupied Germany*, Princeton, NJ, 2007.

JOLLUCK Katherine R., « The Nation 's Pain and Women 's Shame: Polish Women and Wartime Violence » in BUCUR Maria, WINGFIELD Nancy M. (ed.), *Gender and War in Twentieth-Century Eastern Europe*, Bloomington, IN, 2006, p. 193-219.

KIRSCHENBAUM Lisa, « The Alienated Body: Gender Identity and the Memory of the Siege of Leningrad », in BUCUR Maria, WINGFIELD Nancy M. (ed.), *Gender and War in Twentieth-Century Eastern Europe*, Bloomington, IN, 2006, p. 220-235.

Sur l'ambiguïté nationale et la germanisation de l'Europe de l'Est

BRYANT Chad, *Prague in Black: Nazi Rule and Czech Nationalism*, Cambridge, MA, 2007.

JUDSON Pieter M., *Guardians of the Nation: Activists on the Language Frontier of Imperial Austria*, Cambridge, MA, 2006.

SNYDER Timothy, *The Reconstruction of Nations: Poland, Ukraine, Lithuania, Belarus, 1569-1999*, New Haven, CT, 2003.

NOTES

1. Der DRK Kindersuchdienst, 30 septembre 1958, B 106/24431, Bundersarchiv Koblenz. Pour les chiffres du Service International de Recherche, voir le livre de HOLBORN Louise, *The International Refugee Organization: A Specialized Agency of the United Nations; Its History and Work 1946-1952*, New York, 1956, p. 502.

2. Le social worker en Amérique, dont la traduction littérale serait travailleur social, n'a ni la même formation ni forcément le même profil que ses homologues français. C'est pourquoi nous avons préféré conserver le mot dans sa version originale (Ndt).

3. Mémo pour M. A.C. Dunn, Politique de l'enfance non accompagnée, 27 mai 1949, AN 43/AJ/926, Paris.

4. Journal de bord d'Ernst Papanek de son voyage en Europe en 1946 dans *Papanek Europe Tour*, F-13, Ernst Papanek Collection, Institut International de l'Histoire Sociale (IISH), Amsterdam ; mémoires non publiées d'Aleta Brownlee, « *Whose Children?* », boîte 9, papiers d'Aleta Brownlee, archives Hoover, université de Stanford, Stanford, Californie. Sur les

regards d'observateurs étrangers sur l'Europe dévastée de l'après-guerre, voir également la bibliographie en fin d'article.

5. BAILEY Alice, *The Problem of the Children in the World Today: Essentials of Post War Education*, New York, 1946, p. 9-10.

6. Pour les statistiques, voir BROUSSE Thérèse, *L'Enfance victime de la guerre : Une étude de la situation européenne*, Paris, 1950 ; JUDT Tony, *Après guerre : Une histoire de l'Europe depuis 1945*, Armand Colin, 2007.

7. Il est difficile d'estimer précisément le nombre d'enfants non-accompagnés dans l'Europe d'après-guerre. Au 30 juin 1947, l'UNRRA (en fait le Comité Préparatoire, Organisation internationale pour les réfugiés) s'est occupée de plus de 22 058 cas d'enfants non-accompagnés dans les zones américaines, britanniques et françaises d'Autriche et d'Allemagne. Voir Office of Statistics and Operational Reports, *Unaccompanied Children in Austria and Germany*, 29 avril 1948, AN 43/AJ/604. 6000 autres enfants non-accompagnés sont rapatriés ou relogés par l'OIR entre 1948 et 1951. Ces chiffres n'incluent pas les enfants expulsés d'Allemagne. Parmi les Allemands expulsés en République fédérale d'Allemagne en 1950, 1 832 725 sont des enfants de moins de quatorze ans. Voir VERNANT Jacques, *The Refugee in the Postwar World*, New Haven, CT, 1953, p. 101, 180.

8. Pour les chiffres voir MARRUS Michael, *The Unwanted: European Refugees in the Twentieth Century*, New York, 1985, p. 297-299. Si la situation en Asie dépasse le cadre de cet essai, le Chinese National Relief and Rehabilitation Association (équivalent chinois de l'UNRRA, ndt) rapporté avoir porter assistance à plus d'un million de réfugiés jusqu'en 1947. Pour les chiffres sur les réfugiés chinois, voir KULISCHER Eugène M., *Displaced Persons in the Modern World*, Philadelphie, 1949, p. 169.

9. Monnetier, 2 juin 1946, Papanek Europe Tour, F-13, Ernst Papanek Collection, IISH.

10. UNRRA, « Psychological Problems of Displaced Persons », juin 1945, JRU Cooperation with Other Relief Organizations, Wiener Library, p. 1.

11. WOODBRIDGE George, *UNRRA: The History of the United Nations Relief and Rehabilitation Administration*, New York, 1950, p. 417, 418.

12. Sur la psychanalyse américaine et britannique des années 1940, voir la bibliographie en fin d'article.

13. Nicholas Stargardt historicise la notion de traumatisme et se concentre sur l'entraide des enfants dans ses travaux récents sur les enfants durant la seconde guerre mondiale. Voir STARGARDT Nicholas, « Children's Art of the Holocaust », *Past and Present* 161, n°1, 1998, p. 191-235, ainsi que *Witnesses of War: Children's Lives under the Nazis*, London, 2005.

14. Pour en savoir plus sur le principal défi d'historiciser l'enfance, voir JORDANOVA Ludmilla, « New Worlds for Children in the 18th Century: Problems of Historical Interpretation », *History of the Human Sciences* 3, n° 1, 1990, p. 69-83.

15. Sur le triomphe des politiques d'individualisme et du libre marché dans l'Europe Occidentale de l'après-guerre et de l'activisme des Droits de l'homme, voir la bibliographie en fin d'article.

16. Anna Holian, par contraste, souligne l'importance de « la formation de communautés d'intérêt axées sur la politique plutôt que sur les frontières » parmi les personnes déplacées, *Between National Socialism and Soviet Communism: The Politics of Self-Representation among Displaced Persons in Munich, 1945-51*, thèse de doctorat, université de Chicago, 2005,

- p. 10. Pour en savoir plus sur la « nationalisation » des personnes déplacées et des réfugiés, voir bibliographie en fin d'article.
17. ARENDT Hanna, *Les Origines du totalitarisme*, 2^e partie *L'impérialisme*, Paris, Fayard, 1982, traduction de Martine Leiris, p. 274.
18. Il s'agit de populations vivant hors des États à population majoritairement allemande dont elles n'ont pas la nationalité, mais qui se définissent (ou sont définies) ethniquement ou culturellement comme allemandes.
19. HOLIAN Anna, *op. cit.*, 50.
20. ZAHRA Tara, *Kidnapped Souls: National Indifference and the Battle for Children in the Bohemian Lands, 1900-1948*, Ithaca, NY, 2008.
21. GROSSMANN Atina, *Jews, Germans, and Allies: Close Encounters in Occupied Germany*, Princeton, NJ, 2007, p. 193-194.
22. UNRRA, « Psychological Problems of Displaced Persons », *doc. cit.*, 4.
23. 27 juin 1946, Bergsen-Belsen, Papanek Europe Tour, F-13, Ersnt Papanek Collection, IISH.
24. Politiques sur le rétablissement des enfants, 25 avril 1949, AN 43/AJ/926.
25. Lettres à l'OIR, AN 43/AJ/926.
26. Elsa Castendyck, directrice de recherches et d'études spéciales, *Review of the European-Jewish Children's Aid*, New York City (Washington, DC, décembre 1943), 45, dossier 584, RG 249, YIVO, Center for Jewish History (CJH), New York.
27. GROSSMANN Atina, *op. cit.*, 150-52, 157-59.
28. Dr MARCUS-JEISLER Simone, « Réponse à l'enquête sur les effets psychologiques de la guerre sur les enfants et jeunes gens en France », *Sauvegarde*, n° 8, février 1947, p. 14.
29. BROSSE Thérèse, *op. cit.*, p. 110.
30. « Children without a Country to Become World Citizens », AN 43/AJ/597.
31. MAZOWER Mark, *Dark Continent: Europe's twentieth century*, Knopf, 1998, 191. Traduction française : Mark MAZOWER, *Le continent des ténèbres: une histoire de l'Europe au XX^e siècle*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2005.
32. BAILEY Alice, *op. cit.*, 5.
33. USC Child and Youth Programs, Helen Fogg—Child Care Program Prospectus 1951, 2, bMS 16036-3, Unitarian Service Committee Archive (USCA), Andover Theological Library (ATL), Cambridge, MA.
34. Sur les politiques de placement familiale ou en institution, voir la bibliographie en fin d'article.
35. Sur l'eugénisme en Europe, voir la bibliographie en fin d'article.
36. Sur les liens établis entre nazisme et communisme, voir la bibliographie en fin d'article.
37. MANN Erika, *School for Barbarians*, New York, 1938, p. 29.
38. Sur la place de la famille dans la reconstruction de l'Europe d'après-guerre, voir la bibliographie en fin d'article.
39. BRAUNER Alfred, *Ces enfants ont vécu la guerre*, Paris, Editions sociales françaises, 1946, p. 182.

40. Sur les relations entre le public imaginé et les sphères privées et la citoyenneté dans la pensée libérale et républicaine, voir HULL Isabel, *Sexuality, State, and Civil Society in Germany, 1700-1815*, Ithaca, NY, 1996; PATEMAN Carole, *The Sexual Contract*, Palo Alto, CA, 1988; LANDES Joan, *Women and the Public Sphere in the Age of the French Revolution*, Ithaca, NY, 1988. Pour une discussion sur les utilisations de la division public/privé dans l'Histoire et l'historiographie du genre, voir le forum « Women's History in the New Millenium: Rethinking Public and Private, » *Journal of Women's History* 15, n° 1, 2003, p. 11-69.
41. BESSEL Richard et SCHUMANN Dirk, *Life after Death: Approaches to a Cultural and Social History of Europe during the 1940s and 1950s*, New York, 2003.
42. Centre International pour Enfants, Prien, rapport de M^{me} Jean Hemshaw pour Cornelia Heise, 28 avril 1947, S-0437-0012, Archives de l'ONU (UNA), New York.
43. HELMAN Charlotte, « Le rapatriement des enfants de Bergen-Belsen », dans *La Libération des camps et le retour des déportées*, MATARD-BONUCCI Marie-Anne et LYNCH Edouard (éd.), Paris, 1995, p. 157.
44. GROSSMANN Atina, *op. cit.*, p. 184-236.
45. DYBWAD Gunnar, « Soins de l'enfance en Allemagne », brochure de l'USC, 1951, Helen Fogg : Allemagne - Instituts, Printed Matter, 1949-59, bMS 16036-4, USCA, ATL.
46. BURNS Frances, « Les Allemands affirment que la guerre ne les a pas affectés mais leur pression sanguine et leurs ulcères affirment le contraire », *Boston Daily Globe*, 1^{er} octobre 1949, Helen Fogg : Allemagne - Instituts, Printed Matter, 1949-59, bMS 16036-4, USCA, ATL.
47. FOGG Helen - Prospectus sur le programme de protection de l'enfance, 1951, 2, bMS 16036-3, USCA, ATL.
48. Programmes de l'USC pour les enfants et la jeunesse, Helen Fogg - Allemagne - Institut 1950, Rapport n°2, bMS 16036-4, USCA, ATL.
49. UNRRA, « Psychological Problems of Displaced Persons », *doc. cit.*, p. 2.
50. FREUD Anna, BURLINGHAM Dorothy T., *War and children*, Londres, 1943, p. 45.
51. BROSE Thérèse, *op. cit.*, Paris, Unesco, 1949, p. 11-12. Pour une discussion comparative sur les évacuations en temps de guerre en Grande-Bretagne et en France, voir DOWNS Laura Lee, « Milieu social ou milieu familial ? Théories et pratiques de l'éducation des enfants parmi les classes populaires au XX^e siècle en France et en Grande-Bretagne : Le Cas de l'évacuation (1939-1945) », *Family and Community History*, 8, 2005, p. 49-66.
52. MACARDLE Dorothy, *Children of Europe: A Study of the Children of Liberated Countries, Their Wartime Experiences, Their Reactions, and Their Needs*, Boston, 1951, p. 270. Pour une déclaration similaire par un représentant officiel de l'OIR, lire *Short Memorandum on Overseas Settlement of Children*, 43/AJ/45, AN.
53. Sur les débats au sujet des solutions familialistes et collectivistes pour les enfants et jeunes Juifs voir la bibliographie en fin d'article
54. PAPANEK Ernst, « L'enfant réfugié : mes expériences avec des enfants fugitifs en Europe », *Nervous Child* 2, n° 4, 1943, p. 302, dossier Ernst Papanek, Ernst Papanek Collection, IISH.
55. PAPANEK Ernst, « L'ère Montmorency du programme de protection de l'enfance de l'OSE », *Fight for the Health of the Jewish People (50 Years of OSE)*, New York, 1968, 119. Pour une élaboration antérieure de cette théorie, lire Ernst PAPANEK, « Les jeunes Juifs dans un

monde de guerre et de persécution », essai non publié, 1945, dossier D13, Ernst Papanek Collection, IISH.

56. PAPANEK Ernst, « L'enfant réfugié », doc. cit., p. 307.

57. Voir bibliographie en fin d'article.

58. PAPANEK Ernst, « Contributions de la psychologie individuelle sur le travail social », *American Journal of Individual Psychology*, 11, n° 2, 1955, p. 146.

59. Voir CASTENDYCK Elsa, « Origin and Services of the United States Commission for the Care of European Children », *Child*, 6, July 1941, 6, box 1, bMS 16029, USCA, ATL.

60. PAPANEK Ernst avec LINN Edward, *Out of the Fire*, New York, 1975, p. 221-22.

61. PAPANEK Ernst, « L'enfant réfugié », doc. cit., p. 302.

62. PORTNOY Deborah, L'adolescent immigrant, mai 1948, dossier 585, RG 249, YIVO, CJH.

63. Voir Kansas City Agency, 25 février 1945, dossier 43, RG 249, YIVO, CJH. Voir aussi la lettre de Lotte Marcuse à Hanna Steiner (Jüdische Kultusgemeinde in Prague), 25 mars 1940, dossier 305, RG 249, YIVO, CJH.

64. Memo pour M^{me} Lillian Wexler, au sujet d'Irene Epstein, 5 ans, née en France, dossier 563, RG 249, YIVO, CJH; Portnoy, immigrant adolescent. Pour des problèmes similaires avec la réunification des familles et le placement en Hollande, lire WOLF Diane, *Beyond Anne Frank: Hidden Children and Postwar Families in Holland*, Berkeley, 2007. Pour plus d'informations sur les expériences des enfants juifs réfugiés aux États-Unis, lire COHEN Beth B., *Case Closed: Holocaust Survivors in Postwar America*, New Brunswick, NJ, 2007.

65. Réclamation des responsables yougoslaves, 14 novembre 1945, S-0437-0016, UNA. Pour des réclamations similaires des DP hongrois, lire le rapport sur la situation des jeunes réfugiés en Autriche, 4 mai 1949, AN 43/AJ/600.

66. Réclamation des responsables yougoslaves au sujet de l'encadrement insatisfaisant de mille enfants yougoslaves dans les centres de rassemblement, 11 décembre 1945, S-0437-0016, UNA.

67. DE JONG Yvonne, Quels sont les principaux problèmes concernant les enfants réfugiés?, AN 43/AJ/599. Voir aussi Statistiques au sujet de : Enfants, Enfants recevant soins et pension, 19 mars 1949, AN 43/AJ/600.

68. Problèmes courants en relation avec les enfants sur le champ des opérations en Allemagne, avril 1946, 5, S-401-3-10, UNA.

69. Voir bibliographie en fin d'article.

70. Rapport sur la situation des travailleuses en Allemagne, AN 9/F/3232.

71. Rapport sur l'activité sociale du Gau Berlin vis-à-vis des femmes françaises enceintes, September 25, 1947, folder PDR 5/10, Bureau des archives de l'occupation française en Allemagne et en Autriche..

72. Rapport du groupe de travail sur les besoins spécifiques des femmes et des filles, 8-11, AN 9/F/3292.

73. LEWIS Vinita, visite sur le terrain des enfants d'Aglasterhausen, 8 septembre 1948, 5-6, AN 43/AJ/599.

74. PAPANEK Ernst, « Ils sont irremplaçables : les enfants réfugiés et sans-abris d'Allemagne », *Social Science Review*, 20, n° 3, septembre 1946, p. 312.

75. UNRRA, « Psychological Problems of Displaced Persons », doc. cit., 18.

76. FISHMAN Sarah, *The Battle for Children: World War II, Youth Crime, and Juvenile Justice in Twentieth Century France*, Cambridge, MA, 2002.
77. Enfants en Suisse, commentaires pour la période du 12 octobre au 8 novembre, S-0401-4-4, UNA. Pour les débats sur comment traiter les enfants juifs survivants, lire GROSSMANN Atina, *op. cit.*, 193-194; DORON Daniella, *In the Best Interest of the Child: Family, Youth, and Identity Among Postwar French Jews, 1944-1954*, New York University, 2009.
78. JOB Robert, « Nos orphelins en France », courrier OSE 4 (août 1949): 53-55, 43/AJ/ 1268, AN. Voir aussi le rapport n° 1 de M^{lle} Gwen Chesters, Enfants en Suisse, notes pour la semaine du 12 au 18 octobre 1945, 3, S-0401-4-4, UNA.
79. Rapport sur le Centre international pour enfants de Prien, doc. cit.
80. UNRRA, « Psychological Problems of Displaced Persons », doc. cit. p. 3.
81. KOVARSKY Marcel, « Assistance sociale avec des enfants réfugiés », *Jewish Social Service Quarterly*, 24, n° 4, juin 1948, p. 402-407.
82. COLLIS Robert, *The Lost and Found: The Story of Eva and Laszlo, Two Children of War-Torn Europe*, New York, 1953, p. 5.
83. *Ibid.*, p. 71.
84. Conférence de presse de Pierre Pflimlin, sous-secrétaire d'État à la Santé publique et à la population, 5 avril 1946, AN 80/AJ/75.
85. Chiffres de l'inspection et du filtrage des rapatriés, GARF, f. 9526, op. 3, d. 175, op. 4, d. 1, 1.62, 1.223. Je remercie Andrew Janco de m'avoir fourni ces statistiques.
86. Bureau des statistiques et des rapports opérationnels, enfants non-accompagnés en Autriche et en Allemagne, 29 avril 1948, AN 43/AJ/604.
87. Comité intergouvernemental sur les enfants orphelins réfugiés et déplacés en Europe, 13 novembre 1946, AN 43/AJ/45.
88. MIGLA Jevgenija, *Commentaires sur le problème de la garde légale des enfants non-accompagnés*, 5 mars 1948, 43/AJ/926, AN. Voir aussi Adoptions, 4, S-0401/1/1, UNA.
89. Rapport sur le Centre international pour enfants, Prien, doc. cit.
90. Voir [http://www.unhchr.ch/html/menu3/b/p_genoci.htm].
91. Mémo de Mr A. C. Dunn, Politique sur les enfants non-accompagnés, 27 mai 1949, AN 43/AJ/926.
92. BROSE Thérèse, *op. cit.*, p. 20-21.
93. BROSE Thérèse, *Enfants sans foyer*, Paris, 1950, p. 24.
94. CORTI Walter, « Quelques pensées sur les enfants du village », *News Bulletin of the Pestalozzi Children's Village*, mai 1948, 9, AN 43/AJ/599.
95. BROSE Thérèse, *op. cit.*, p. 21 et 23.
96. MARRUS Michael, *op. cit.*, p. 313-317; JUDT Tony, *Après-guerre : une histoire de l'Europe depuis 1945*, Paris, 2009, 22; Sur l'antisémitisme dans la Pologne d'après-guerre, lire GROSS Jan Tomasz, *Fear: Anti-Semitism in Poland after Auschwitz* (Princeton, NJ, 2006) [traduction française : GROSS Jan Tomasz, *La peur: l'antisémitisme en Pologne après Auschwitz*, Paris, Calmann-Lévy, 2010.]; MANKOWITZ Zeev W., *Life between Memory and Hope: The Survivors of the Holocaust in Occupied Germany*, NY, 2002.
97. Enfants juifs, mémo de Ruth Cohen, JAFP, UNRRA district 2, pour le Comité sur la protection des enfants, 22 février 1947, S-0437-0015, UNA.

98. Documentation sur les enfants juifs proposés à l'émigration pour la Palestine sous Grand National Junior, 17 mars 1948, AN 43/AJ/604.
99. Louis Pinsky à Lotte Marcuse, 9 mars 1946, au sujet de Feuerisen Édith, 16 ans, dossier 564, RG 249, YIVO, CJH. Pour plus d'informations sur le sionisme des jeunes personnes déplacées dans l'Allemagne d'après-guerre, lire PATT Avinoam, « Trouver une maison et une nation : les jeunes Juifs suite à l'Holocauste », thèse de doctorat, université de New York, 2005.
100. Rapport historique : Centre transitoire Rosenheim pour enfants juifs, 11 juin 1947, S-0437-0015, UNA.
101. COLLIS Robert, *Lost and Found*, 4.
102. COLLIS Robert, *ibid.*, 4.
103. Sur les disputes pour la garde des enfants juifs dans la France d'après-guerre, lire DORON Daniella, *op. cit.* L'affaire la plus tristement célèbre et qui a le plus divisé en France était l'affaire Finaly. Pour en savoir plus sur cette affaire, lire POUJOL Catherine, *Les enfants cachés: L'affaire Finaly*, Paris, 2006 ; HAZAN Katy, *Les orphelins de la Shoah*, Paris, 2000, p. 92-100; sur des conflits en Hollande, lire WOLF Diane, *op. cit.*
104. Minutes du Comité sur la protection des enfants juifs tenues aux quartier général de l'UNRRA américain à Heidelberg, 13 mars 1947, S-0437-0012, UNA.
105. Sur les stratégies adoptées pour déterminer la nationalité des « enfants perdus », lire p. ex., fichier 10, rapport, S-0437-0013, UNA; Retrait des enfants (polonais) du Kinderheim St Joseph, 14 octobre 1946, S-0437-0013, UNA; HUYSSOON W. C., « Qui est cet enfant ? », fichier 11, S-0437-0013, UNA.
106. Retrait des enfants (polonais) du Kinderheim St Joseph, *op. cit.*, UNA; voir aussi HUYSSOON, *op. cit.*
107. Rapport sur le centre international pour enfants, Prien, de M^{me} Jean Henshaw à Cornelia Heise, 28 avril 1947, S-0437-0012, UNA.
108. DE JONG Yvonne, *doc. cit.*
109. Entrée du journal de bord des 19 et 21 octobre d' Eileen Davidson, officier de recherche du département enfance, S-0437-0014, UNA.
110. Pour des exemples de protestations de parents adoptifs allemands et d'institutions sur le retrait des enfants d'Allemagne, voir Le retrait d'enfants du camp de réfugiés pour enfants de Kallmünz, 24 mai 1946; Retrait des enfants (polonais) du Kinderheim St Joseph, 14 octobre 1946; lettre de protestation de Kath. Jugendfürsorgeverein du diocèse d'Augsbourg, 30 juillet 1946; tout dans S-0437-0013, UNA.
111. Sur la réticence des militaires britanniques et américains à enlever les enfants aux familles d'accueil allemandes, lire ordre provisoire n° 75 et la politique britannique de zone, 9 novembre 1948, AN 43/AJ/599 ; courte note de service sur l'installation des enfants outre-mer, AN 43/AJ/45 ; retrait des enfants des soins allemands, 30 juin 1947, S-0437-0017, UNA.
112. Heide Fehrenbach a montré que des discussions similaires ont façonné les débats allemands sur l'avenir des enfants nés de soldats Afro-américains et de femmes allemandes dans l'Allemagne occupée. De nombreux allemands affirment que l'enfant devrait être remis à leur père aux États-Unis étant donné qu'ils n'auraient aucune chance

de s'intégrer en Allemagne. Lire FEHRENBACH Heide, *Race after Hitler: Black Occupation Children in Postwar Germany and America*, Princeton, NJ, 2005.

113. Eileen Davidson, directrice adjointe de la section de recherche de l'enfance, retrait des familles allemandes des enfants alliés, pourquoi est-ce dans l'intérêt supérieur de l'enfant, 21 février 1948, 7, AN 43/AJ/599. Lire aussi de Jong, Quels sont les principaux problèmes ; mémo de John Widdicome à M^{me} M. Lane, 2 août 1948, AN 43/AJ/599 ; UNRRA Recherche et enregistrement de l'enfant, équipe 1071, illustrations de situations d'enfants non-allemands dans des foyers allemands, S-0437-0013, UNA.

114. DAVIDSON Eileen, *Retrait des familles allemandes*, doc. cit., p. 7.

115. *Ibid.*, p. 11-12.

116. *Ibid.*, p. 14.

117. Voir bibliographie en fin d'article.

118. Article du bulletin de *Tanjug*, 26 octobre 1949, rapatriement d'enfants yougoslaves en Autriche bloqué par l'OIR. Lire aussi (dans le même carton), « Les enfants Yougoslaves retenus de force en Autriche », *Tanjug*, Belgrade, 7 janvier 1948, 43/AJ/601, AN.

119. « La Pologne affirme que les Britanniques retiennent des enfants », *New York Herald Tribune*, Paris édition du 11 juin 1948, AN 43/AJ/604. Pour une estimation viable du nombre d'enfants enlevés en Pologne, lire HEINEMANN Isabel, « *Rasse, Siedlung, deutsches Blut* »: *Die Rasse und Siedlungshauptamt der SS und die rassenpolitische Neuordnung Europas*, Göttingen, 2003, p. 508-509.

120. Département des informations publiques des Nations unies, déclaration de J. Donald Kingsley avant le troisième comité de l'Assemblée générale des Nations unies, 10 novembre 1949, communiqué de presse PM/1550, AN 43/AJ/604. La politique de l'OIR précise : « Les recommandations faites pour le rapatriement ou l'installation des enfants ne doivent pas contrarier les vœux de l'enfant. De tels souhaits doivent être évalués en fonction de l'âge de l'enfant et des circonstances. Ils faut les prendre en compte uniquement s'ils ont été exprimés librement et sous réserve qu'ils sont basés sur des réflexions qui, dans le cas d'une personne âgée de plus de 17 ans, seront considérées comme des objections valides », lettre à H. Allard from P. Jacobsen, 12 septembre 1949, AN 43/AJ/604.

121. Rapport sur la tâche spéciale d'inscription au centre pour enfants de l'OIR à Salerne, Italie, 15 août 1949, AN 43/AJ/604.

122. Enfants polonais d'Afrique de l'Est, I. P. Krysz à I. Page, 10 août 1949, AN 43/AJ/604.

123. Le cas de ces enfants polonais n'est pas isolé. Beaucoup d'enfants et de jeunes personnes déplacées d'Europe de l'Est refusent le rapatriement pour des raisons personnelles ou politiques. Les représentants de l'OIR ont le plus grand mal à déterminer qui sont les véritables réfugiés « politiques » et qui sont ceux à la recherche d'aventures ou cherchant à échapper à des situations familiales difficiles. Lire Politiques concernant le rétablissement des enfants, 25 avril 1949, AN 43/AJ/926.

124. Enfants polonais d'Afrique de l'Est, doc. cit.

125. Télégramme, 6 août 1949, Monseigneur Meystowicz, Brème à l'OIR de Genève, AN 43/AJ/604.

126. Télégramme, 6 août 1949, AN 43/AJ/604.

127. Comte E. H. Czapski, 8 août 1949, AN 43/AJ/604.

128. Demokratischer Frauenbund Deutschlands, 20 octobre 1949; lire aussi la lettre du KPD (le Parti Communiste d'Allemagne) à l'OIR Genève, 1^{er} janvier 1949; les deux dans AN 43/AJ/604.

129. Extrait du journal *Repatriant* 132 (182): 182, AN 43/AJ/604.

130. Union internationale de protection de l'enfance, 24 janvier 1950, lettre à Carlos P. Romulo, président de l'Assemblée générale des Nations unies, AN 43/AJ/ 602.

131. Département des informations publiques des Nations unies, déclaration de J. Donald Kingsley devant le troisième comité de l'Assemblée générale des Nations unies, 10 novembre 1949, communiqué de presse PM/1550, AN 43/AJ/604, communiqué de presse PM/1550, AN 43/AJ/604.

132. ARENDT Hanna, *Les Origines du totalitarisme*, 2^e partie *L'impérialisme*, Paris, Fayard, 1982, traduction de Martine Leiris, p. 287.

RÉSUMÉS

Lors de la seconde guerre mondiale, un nombre sans précédent de familles sont disloquées. Alors que l'Empire nazi s'écroule, des millions de personnes sillonnent le continent à la recherche de leurs proches. Cet article raconte l'histoire de ces enfants déplacés et des luttes qui ont présidé à leur destin. On peut y lire comment la reconstruction des familles est rapidement devenue synonyme de survie de la civilisation européenne. Même si les responsables Alliés et les organisations humanitaires proclament l'ouverture d'une nouvelle ère de droits individuels et d'internationalisme, cet article démontre que les Alliés ont défini l'« intérêt supérieur » de l'enfant en des termes nationalistes. Les nations et les familles souveraines sont alors conçues comme des clés de la réhabilitation psychologique des individus traumatisés et de la restauration de la paix et de la stabilité en Europe.

During the Second World War, an unprecedented number of families were torn apart. As the Nazi empire crumbled, millions roamed the continent in search of their loved ones. This article tells the story of these displaced children, and of the struggle to determine their fate. We see how the reconstruction of families quickly became synonymous with the survival of European civilization itself. Even as Allied officials and humanitarian organizations proclaimed a new era of individualist and internationalist values, this article demonstrates that they defined the “best interests” of children in nationalist terms. Sovereign nations and families were seen as the key to the psychological rehabilitation of traumatized individuals and the peace and stability of Europe.

INDEX

Keywords : second world war, Europe, refugee children, families, psychology, humanitarian activism, nationalism, transnational history

Mots-clés : seconde guerre mondiale, Europe, enfants réfugiés, familles, psychologie, aide humanitaire, nationalisme, histoire transnationale

AUTEUR

TARA ZAHRA

Tara Zahra est professeur au département d'histoire de l'université de Chicago.